

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

De l'opportunité du mot d'ordre « Les Etats-Unis d'Europe » (*Léon Trotsky*). — L'Espagne actuelle : De la féodalité au capitalisme (*Joaquin Maurin*). — La Session de l'Exécutif Elargi (*suite*). — Le Mouvement Syndical : Le travail de l'I.S.R. (*A. Lozovsky*). — Les Scissionnistes à l'œuvre (*V.*

Godonnèche). — La Semaine. — La Vérité (*Henri Gourdeaux*). — La grève des métaux à Berlin (*E. Melcher*). — Le deuxième congrès des Syndicats autrichiens (*Jean Wertheim*). — Les leçons de la grève des marins américains (*George Hardy*). — Coups de faucille.

De l'opportunité du mot d'ordre : “ Les États-Unis d'Europe ”

(THÈME DE DISCUSSION INTERNATIONALE)

J'ESTIME que, parallèlement au mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan », il est opportun de lancer celui des « États-Unis d'Europe ». Seule, l'alliance de ces deux mots d'ordre nous donnera une réponse en perspective et tenant compte des étapes, aux questions les plus brûlantes du développement de l'Europe.

La dernière guerre impérialiste a été, malgré la participation épisodique de l'Amérique et du Japon, une guerre essentiellement européenne. Après avoir obtenu ce qu'il lui fallait, l'Amérique s'est retirée du brasier européen et est rentrée chez elle.

Les forces de production capitalistes, débordant le cadre des États nationaux européens, ont été le moteur de la guerre. L'Allemagne s'était donné pour but d'« organiser » l'Europe, c'est-à-dire d'unir économiquement sous sa direction le continent européen, afin d'entreprendre ensuite pour de bon la lutte contre l'Angleterre pour l'hégémonie mondiale. La France, elle, se proposait de morceler l'Allemagne. Sa faible population, son caractère agricole, le conservatisme de ses formes économiques ne permettent pas à sa bourgeoisie de poser même le problème de l'organisation de l'Europe qu'avec la puissante machine de guerre des Hohenzollern, le capitalisme allemand a été impuissant à résoudre. La France victorieuse maintient actuellement sa domination en « balkanisant » l'Europe. La Grande-Bretagne provoque et protège la po-

litique française de démembrement et d'épuisement de l'Europe, tout en couvrant ses menées de son hypocrisie traditionnelle. Résultat : notre malheureux continent est découpé, morcelé, épuisé, désorganisé, balkanisé, transformé en maison d'aliénés. L'expédition de la Ruhr est une manifestation de folie furieuse alliée à un calcul perspicace : la ruine définitive de l'Allemagne — phénomène fréquemment observé en psychiatrie.

De même qu'à la base de la guerre était le besoin, pour les forces de production, d'un vaste champ de développement, débarrassé des barrières douanières ; l'occupation, funeste à l'Europe et à l'humanité, trouve son expression déformée dans le mariage du charbon de la Ruhr et du fer de la Lorraine. L'Europe ne peut se développer dans les frontières douanières imposées par Versailles. Elle doit les supprimer sous peine de décadence économique complète. Mais les méthodes que la bourgeoisie française emploie pour surmonter les barrières qu'elle a créées elle-même ne font qu'augmenter le chaos et accélérer la dissolution.

L'incapacité de la bourgeoisie à aborder la solution des problèmes fondamentaux de la restauration économique de l'Europe apparaît de plus en plus clairement aux masses laborieuses. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan correspond aux aspirations croissantes des travailleurs de trouver une issue par leurs propres forces. Il est nécessaire maintenant de

montrer plus concrètement cette issue : la coopération économique étroite des peuples d'Europe, qui seule peut sauver notre continent de la désagrégation économique étroite des peuples d'Europe, qui seule peut sauver notre continent de la désagrégation économique et de l'asservissement au puissant capital américain.

L'Amérique s'est détachée de l'Europe, dont elle observe l'agonie économique, attendant tranquillement le moment où il sera possible de l'acheter, comme l'Autriche, à peu de frais. Mais la France ne peut se détacher de l'Allemagne, ni l'Allemagne de la France. Or, l'Allemagne et la France constituent le noyau fondamental de l'Europe occidentale. Là s'est noué et se dénouera le problème européen. Tout le reste n'est qu'accessoire. Les Etats balkaniques ne peuvent vivre et se développer en dehors du cadre de la fédération, nous le reconnaissons longtemps encore avant la guerre. Il en est de même des débris de l'empire austro-hongrois et des parties occidentales de la Russie tsariste restées en dehors de l'Union Soviétiste. Les Apennins, les Pyrénées, la Scandinavie, sont des membres du corps européen avancés dans l'Océan. Par eux-mêmes, ils ne peuvent vivre. Au niveau actuel des forces de production, le continent européen est un tout économique, non pas fermé, évidemment, mais d'une profonde unité intérieure, qui s'est manifesté comme tel dans la terrible catastrophe de la guerre impérialiste et qui s'est révélé de nouveau dans la crise furieuse de l'occupation de la Ruhr. L'Europe n'est pas un terme géographique, mais un terme économique, beaucoup plus concret — particulièrement dans la situation actuelle d'après guerre — que le marché mondial. Si nous avons déjà reconnu depuis longtemps la nécessité de la Fédération pour la Péninsule des Balkans, il est temps maintenant de poser de façon claire et précise le problème pour l'Europe balkanisée.

Reste la question de l'Union Soviétiste d'une part, et de la Grande-Bretagne, de l'autre. Il va de soi que ce n'est pas l'Union Soviétiste qui s'opposera à l'Union fédérative de l'Europe et à sa propre entrée dans cette Union. Par là même est assuré un pont solide entre l'Europe et l'Asie.

La question de la Grande-Bretagne a une solution plus conditionnelle, dépendant de l'allure du développement de la révolution dans ce pays. Si le « gouvernement ouvrier et paysan » triomphe sur le continent européen avant le renversement de l'impérialisme anglais — ce qui est très probable —, la Fédération européenne des ouvriers et des paysans sera, par là même, dirigée contre le capital britannique. Dès le renversement de ce dernier les îles britanniques, il va de soi, seront accueillies à bras ouverts dans la Fédération Européenne.

Mais, pourra-t-on demander, pourquoi une Fédération européenne et non une Fédération Mondiale ? Cette position de la question est trop abstraite. Evidemment, le développement économique et politique du globe tend à une économie mondiale unique avec le degré de centralisation correspondant au niveau de

la technique. Mais il s'agit non pas de la future économie socialiste du monde, mais d'une issue à l'impasse où est l'Europe. Il faut indiquer aux ouvriers et aux paysans de l'Europe déchirée et ruinée une issue, indépendamment de l'allure de la révolution en Amérique, en Australie, en Asie, en Afrique. A ce point de vue le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » est dans le même plan historique que celui du « gouvernement ouvrier et paysan » : c'est un mot d'ordre transitoire, indiquant une issue, ouvrant une perspective de salut et poussant par là même les masses laborieuses dans la voie révolutionnaire.

On ne saurait mesurer à la même toise le développement révolutionnaire de tout le monde. L'Amérique est sortie de la guerre non pas affaiblie, mais renforcée. La stabilité intérieure de la bourgeoisie américaine est encore très grande. Elle réduit au minimum sa dépendance à l'égard du marché européen. Ainsi donc la révolution en Amérique — abstraction faite de l'Europe — recule dans le lointain de plusieurs décades. Est-ce à dire que la révolution européenne doit aller de pair avec la révolution américaine ? Certes, non. Si la Russie arriérée n'a pas attendu (et ne pouvait pas attendre) la révolution européenne, à plus forte raison l'Europe n'attendra pas et ne pourra pas attendre la révolution américaine. Bloquée par l'Amérique capitaliste — et, les premiers temps, peut-être aussi par la Grande-Bretagne — l'Europe ouvrière et paysanne pourra tenir et se développer sur la base d'une union militaire et économique étroite.

On ne saurait se dissimuler que le danger venant des Etats-Unis d'Amérique, qui entretiennent la désorganisation de l'Europe et se préparent à entrer en possession de son héritage, rend particulièrement urgent le groupement des peuples européens se ruinant les uns les autres en « Etats-Unis des ouvriers et des paysans européens ». Cette opposition découle naturellement de la différence de situation objective des pays européens et de la puissante république transatlantique et n'est dirigée, évidemment en aucune mesure contre la solidarité internationale du prolétariat ou contre les intérêts de la révolution américaine. Bien au contraire, l'une des raisons de la marche ralentie de la révolution dans le monde est le vil espoir de l'Europe dans l'oncle Sam (wilsonisme, assistance philanthropique aux coins les plus affamés de l'Europe, « emprunts » américains, etc., etc.). Plus vite les masses populaires européennes reprendront confiance en leurs propres forces, minées par la guerre, plus elles se grouperont étroitement sous le mot d'ordre de l'Union des républiques ouvrières et paysannes d'Europe, et plus la marche de la révolution sera rapide — ici et de l'autre côté de l'Océan. Car si la victoire du prolétariat en Russie a donné une puissante impulsion au développement des partis communistes en Europe, la victoire de la révolution européenne donnera une impulsion égale ou même beaucoup plus forte, à la révolution en Amérique et dans le monde entier. Si, faisant abstraction de l'Europe, nous avons été obligés plus haut de considérer la révolution américaine dans le nuage d'un avenir éloigné, nous mettant

maintenant sur le terrain de la suite la plus naturelle des événements, nous pouvons dire avec certitude que la victoire de la révolution en Europe ébranlera en peu d'années la puissance de la bourgeoisie américaine.

Non seulement la question de la Ruhr, c'est-à-dire du combustible et du métal européen mais encore celle des réparations, entrent intégralement dans le schéma des « Etats-Unis d'Europe ». La question des réparations est une question purement européenne et, dans la période qui vient, elle ne peut être et ne sera résolue que par des moyens européens. L'Europe des ouvriers et des paysans aura son budget de réparations comme elle aura son budget de guerre, tant qu'elle sera sous la menace de dangers extérieurs. Ce budget sera établi sur l'imposition progressive du revenu, sur l'imposition des capitaux, sur la confiscation des richesses volées pendant la guerre, etc. Sa répartition sera régularisée par des organes *ad hoc* de la Fédération Ouvrière et Paysanne européenne.

Nous ne ferons pas ici de prédiction sur la rapidité avec laquelle se fera cette union des républiques européennes, les formes économiques et constitutionnelles qu'elle revêtira, le degré de centralisation qu'atteindra l'économie européenne dans la première période du régime ouvrier et paysan. Laissons tranquillement à l'avenir le soin de résoudre ces problèmes — en profitant de l'expérience déjà acquise par l'Union soviétique formée sur le territoire de l'ancienne Russie tsariste. Mais il est de toute évidence que les barrières douanières doivent être supprimées. Les peuples européens doivent considérer l'Europe comme l'arène d'une économie unifiée et de plus en plus systématisée.

On pourra peut-être nous objecter que nous avons en vue une fédération socialiste européenne comme partie constitutive de la future fédération mondiale, et que ce régime n'est réalisable qu'avec la dictature du prolétariat. Nous ne nous arrêterons pas sur cette argumentation, car elle a été déjà soumise à un examen international suffisant lors de la discussion de la question du « gouvernement ouvrier ». Les « Etats-Unis d'Europe » sont un mot d'ordre correspondant sous tous les rapports à celui du « gouvernement ouvrier » (ou du gouvernement ouvrier et paysan). Le « gouvernement ouvrier est-il réalisable en dehors de la dictature du prolétariat ? A cette question il ne peut y avoir que des réponses conditionnelles. En tout cas, nous prenons le « gouvernement ouvrier » comme une étape vers la dictature du prolétariat. C'est ce qui fait pour nous l'immense valeur de ce mot d'ordre. Mais celui des « Etats-Unis d'Europe » a une importance de même nature, entièrement parallèle. Sans ce mot d'ordre complémentaire, les problèmes européens fondamentaux restent en l'air.

Mais ce mot d'ordre ne fera-t-il par le jeu des pacifistes ? Je ne pense pas qu'il existe maintenant des hommes de « gauche » capables de considérer ce danger comme un motif suffisant pour le repousser ; malgré tout, nous sommes en 1923 et nous avons appris quelque chose. Il n'y a pas plus de raisons de redouter l'interprétation pacifiste du mot d'ordre des

Etats-Unis d'Europe que d'appréhender une interprétation socialiste-révolutionnaire démocratique du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. Certes, si on lance le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe comme un programme indépendant, comme une panacée de pacification et de restauration, en le séparant des mots d'ordres du gouvernement ouvrier, du front unique, de la lutte de classe, on glisse facilement à un wilsonisme démocratisé, c'est-à-dire au kautskisme et même plus bas (si tant est qu'il y ait quelque chose de plus bas). Mais, je le répète, nous vivons en 1923 et nous avons appris quelque chose. L'Internationale Communiste est une réalité et ce n'est pas Kautsky qui exécutera et contrôlera les combats résultant de nos mots d'ordre. Notre position de la question est diamétralement opposée à celle du kautskisme. Le pacifisme est un programme académique dont le but est d'affranchir de la nécessité de l'action révolutionnaire. Au contraire, notre position de la question pousse dans la voie de la lutte. Aux ouvriers d'Allemagne non communistes (les communistes ne sont plus à prêcher), à tous les ouvriers en général et en premier lieu aux ouvriers social-démocrates qui redoutent les conséquences économiques de la lutte pour le gouvernement ouvrier ; aux ouvriers de France, dont la pensée est encore enchaînée par la question des réparations et de la dette publique ; aux ouvriers d'Allemagne, de France et de toute l'Europe, qui craignent que l'instauration du régime ouvrier n'amène l'isolement et la décadence économique de leurs pays, nous dirons : Une Europe, même temporairement isolée (et il ne sera pas si facile de l'isoler avec ce grand pont vers l'Orient qu'est l'Union Soviétique), non seulement tiendra bon, mais se relèvera et se fortifiera grâce à la suppression des barrières douanières intérieures et à son union avec les richesses naturelles incalculables de la Russie.

Les « Etats-Unis d'Europe » — perspective purement révolutionnaire —, sont l'étape prochaine de notre perspective révolutionnaire basée sur la différence profonde de situation entre l'Europe et l'Amérique. Ne pas tenir compte de cette différence radicale pour la période actuelle, c'est noyer involontairement la perspective révolutionnaire réelle dans les abstractions historiques. La Fédération ouvrière et paysanne ne s'arrêtera pas, il va de soi, à l'étape européenne. Par l'intermédiaire de notre Union Soviétique, elle s'ouvrira, comme nous l'avons dit, une issue en Asie et, par là-même, ouvrira à l'Asie une issue en Europe. Ainsi donc, il ne s'agit que d'une étape, mais d'une étape historique très importante et qu'il nous faut avant tout franchir.

Léon TROTSKY.

KARL RADEK

La Tactique communiste

Une brochure 1 25

L'Espagne Actuelle

DE LA FÉODALITÉ AU CAPITALISME

L'Espagne, dominée par la contre-révolution, végète. — Les survivances féodales y sont nombreuses. — Marasme de l'agriculture et de l'industrie.

L'Espagne n'a pas connu de révolution bourgeoise liquidatrice de la féodalité. La défaite de la révolution communale survenue au XVI^e siècle, une centaine d'années avant la révolution anglaise, se fait sentir dans toute son histoire. L'Espagne a déclaré la guerre à la révolution française. Envahie par Napoléon, elle a soutenu une lutte atroce de six années pour s'opposer aux principes bourgeois que lui imposait l'épée de Bonaparte. Le XIX^e siècle fut, en Espagne, rempli de guerres civiles et de coups d'Etat militaires. La décomposition de la féodalité avait ouvert une ère de troubles qui s'étendit depuis la défaite de Napoléon jusqu'au moment où les classes sociales se furent différenciées et stabilisées. En 1874 la bourgeoisie, formée en deux partis agraires s'empara enfin du pouvoir.

L'Espagne a passé de la féodalité au capitalisme peu à peu sans brusque transformation. Les grands propriétaires agrariens sont devenus peu à peu l'élément dirigeant de la politique nationale et ce fait a été capital pour les destinées économiques du pays. A la fin du XIX^e siècle l'Espagne a perdu ses dernières colonies, Cuba et les Iles Philippines, conquises par l'Amérique. C'était assez naturel. Sa politique, conforme aux intérêts des agrariens, était contraire à l'impérialisme colonial.

Entre le gouvernement des agrariens et les intérêts de l'industrie naissante la contradiction est allée depuis grandissant. L'industrie s'est surtout développée en Catalogne. Le conflit entre agrariens et industriels a amené la bourgeoisie industrielle catalane à formuler des revendications régionales-nationales. La Catalogne s'est opposée à l'Espagne, l'industrie y ralliant une grande partie de la petite bourgeoisie.

La guerre a favorisé le développement industriel de l'Espagne et y a modifié profondément la proportion des forces sociales et le système du pouvoir. L'industrie est devenue un moment la plus forte. En 1917, une révolution paraissait imminente, les industriels devant arracher le pouvoir aux agrariens. Mais le puissant développement du mouvement prolétarien fit temporiser la bourgeoisie industrielle qui préféra finalement s'entendre avec

les agrariens et participer avec eux au gouvernement.

Les progrès de l'industrie espagnole en ont été ralentis. L'Espagne actuelle ne sait pas utiliser ses matières premières, les exportant parfois pour importer des produits manufacturés. Les industries prédominantes y sont actuellement l'industrie textile en Catalogne et métallurgique en Biscaye, l'outillage est arriéré, la production faible et défectueuse en comparaison avec celle des autres pays capitalistes. Cette industrie ne peut vivre que grâce à un protectionnisme forcené. Elle a fini par connaître une crise quasi-permanente. Elle ne cesse de réclamer l'élévation des tarifs douaniers. Plusieurs industries, notamment les chemins de fer et la presse bourgeoise ont été largement subventionnées par l'Etat et n'ont pu vivre qu'ainsi. La réduction des salaires et la suppression de la journée de huit heures dans un grand nombre de cas n'ont guère amélioré la situation. Car le mal plonge ses racines dans le régime économique même de l'Espagne.

L'Espagne agricole végète sous un régime féodal. 100.000 propriétaires règnent sur la nation. Les grandes propriétés agricoles se concentrent surtout dans le centre et le sud de la péninsule. Certains domaines mesurent plus de 1.000 kilomètres carrés. Le régime de la propriété varie avec les régions. Mais on peut établir 4 catégories générales embrassant toute l'Espagne : 1. petites propriétés ; 2. fermiers à bail ; 3. aperceros (système purement espagnol de fermage, le propriétaire recevant la moitié ou le tiers de la récolte) ; 4. propriétés paysannes. La première forme prédomine dans le Nord, la deuxième dans l'Est, les aperceros dominant et se trouvent quasi partout ; la quatrième forme est surtout fréquente dans le centre, le sud et l'ouest.

Partout la culture est très primitive. La charrue romaine est encore la plus employée. Partout on trouve des terres en friches et des steppes incultes. Les deux tiers des cultures existantes ont été héritées des Arabes expulsés d'Espagne au XV^e siècle. Cette lamentable agriculture élimine par le protectionnisme la concurrence étrangère. Et la politique des partis gouvernants entretient obstinément le rachitisme de l'agriculture espagnole en s'opposant à toute modification du régime de la propriété.

Joaquin MAURIN.

La Session de l'Exécutif élargi

13^e (suite), 14^e et 15^e SEANCES

Treizième séance (21 juin)

SMERAL (Tchéco-Slovaquie). — Jusqu'à présent, il n'existe pas en Tchéco-Slovaquie de sérieuse organisation fasciste. On craignait les troupes revenues de Sibérie, mais il est clair que, par leur composition prolétarienne, elles n'étaient pas un terrain favorable pour le fascisme. La grande bourgeoisie a composé un fascisme à l'aide des Unions sportives, les « Sokols », placées sous sa direction. Mais il y a dans ces Unions beaucoup d'éléments prolétariens ou semi-prolétariens qui résistèrent à ses tentatives. Il y a environ six mois, se sont manifestées en Tchéco-Slovaquie deux tendances politiques de caractère nettement fasciste. L'une était dirigée par l'ancien social-démocrate Budez et la seconde était très voisine du parti national-démocrate du docteur Kramarj. Mais aucune des deux ne devint importante. C'est seulement dans ces dernières semaines qu'on peut constater des tentatives sérieuses pour acclimater le fascisme en Tchéco-Slovaquie. Pour les caractériser, je citerai deux faits. Le 10 juin, Kramarj, chef du parti national-démocrate, qui fait encore partie de la coalition gouvernementale, fit allusion dans une réunion publique à la possibilité du remplacement du gouvernement bourgeois-socialiste par un autre : il pensait à un gouvernement des ouvriers et des paysans, dont feraient également partie les ouvriers et paysans allemands. Il dit : Celui qui s'oppose aujourd'hui à la coalition accepte une terrible responsabilité. Nous ne voulons pas abandonner notre État et si cela ne se faisait pas par des moyens parlementaires, il faudrait s'arranger sans parlement. Un article publié dans l'organe de la jeunesse du même parti de Kramarj représente une tendance analogue.

Ce sont surtout les social-démocrates tchèques qui sont responsables de cette intervention consciente de la bourgeoisie. La politique anglaise contre la Russie des soviets et les événements bulgares y ont également contribué.

Il est caractéristique que le mouvement fasciste, dans sa première phase, n'est pas dirigé contre les communistes comme parti de masse. Au contraire, dans beaucoup d'endroits, les fascistes flirtent avec les revendications communistes. Par contre, ils sont nettement opposés à la politique de Benès et de Masaryk. Le parti communiste tchéco-slovaque a maintenant des tâches très importantes. Il est possible que les éléments bourgeois anti-fascistes et les social-démocrates nous obligent à une coalition provisoire contre le fascisme. Il faut indiquer nettement que les méthodes des opportunistes sont insuffisantes. Il est impossible de briser l'offensive fasciste par des moyens parlementaires. On ne peut le combattre qu'avec des actes. Il faut former un front de combat avec les masses ouvrières et les armer pour en faire une force

réelle capable de mettre fin à l'offensive armée de la réaction bourgeoise.

Les facteurs sociaux sont moins décisifs dans la naissance du fascisme que les facteurs nationaux. Le fascisme est chez nous séparé par nations, à côté du fascisme tchèque se sont développés un fascisme allemand et un fascisme hongrois qui se paralysent mutuellement. En Slovaquie, il existe des organisations fascistes sur le modèle de la « jeune Hongrie ». Dans les territoires allemands, le fascisme s'incarne dans le parti national-socialiste allemand. Ce parti, qui naguère défendait presque le même point de vue que les socialistes majoritaires allemands, tourne à présent ses sympathies vers les national-socialistes bavarois de Hitler et est même entré avec eux en relations organiques. Une circonstance très intéressante est la collaboration des fascistes qui suivent la tradition hussite avec le parti populaire clérical. Est-ce un hasard ? On ne peut pas encore le dire clairement. Il est possible que l'on fasse des tentatives pour unir les États catholiques de l'Europe moyenne, Bavière, Autriche, Hongrie de Horthy et Pologne dans une même politique et qu'on essaie aussi d'entraîner la Tchéco-Slovaquie.

GYPTNER (Allemagne). — Je veux parler de trois points essentiels de la lutte contre le fascisme : 1^o les centuries prolétariennes ; 2^o notre action dans les campagnes et 3^o la lutte internationale. La Jeunesse Communiste estime que la jeunesse ouvrière doit être incorporée dans les centuries, ou bien elle fondera ses propres organes, ce qui n'est pas conforme aux intérêts du prolétariat, ou bien elle ira là où elle peut trouver un débouché pour son activité, dans les organisations fascistes. A ce propos nous ferons remarquer qu'aucune influence sur les centuries n'est possible, si le Parti ne s'appuie pas sur des cellules d'usines.

Notre action dans les campagnes a été jusqu'à présent insuffisante. Nous devons activer notre propagande dans les campagnes pour éviter qu'il se produise en Allemagne la même chose qu'en Italie, où les expéditions fascistes contre les villes ont été organisées dans les campagnes.

En ce qui concerne la lutte contre le fascisme sur le terrain international, notre action a été trop faible. Le fascisme mène, lui, une lutte internationale, mais l'action simultanée du prolétariat de tous les pays contre le fascisme n'existe pas encore. J'espère que, de même que notre action contre le danger de guerre, la lutte contre le fascisme sera également renforcée. En tout cas la Jeunesse Communiste fera tout pour aider les Partis Communistes dans cette lutte.

Le président donne lecture d'une déclaration de

Koritschoner (Autriche) précisant que le camarade Freyè n'a parlé qu'en son propre nom et que la tactique suivie par le P.C. autrichien dans l'action antifasciste est la seule juste.

Discours de Radek

(Le Pèlerin du Néant)

RADEK. — Nous avons entendu le rapport profond et détaillé de notre camarade Clara Zetkin sur le fascisme international, cette massue destinée à tomber sur la tête du prolétariat et qui frappera d'abord les couches petites bourgeoises qui le soutiennent dans l'intérêt du gros capital. Je ne puis ni étendre, ni compléter le discours de Clara Zetkin, notre vieux guide. Je pouvais à peine suivre son discours, car devant mes yeux se dressait le cadavre du fasciste allemand, notre ennemi de classe, condamné et fusillé par les valets de l'impérialisme français, cette puissante organisation d'une autre partie de nos ennemis de classe. Durant tout le discours de la camarade Zetkin, sur les antagonismes intérieurs du fascisme, j'étais obsédé par le nom de *Schlageter* et par son sort tragique. Nous devons nous souvenir de lui ici, où nous prenons politiquement position sur le fascisme. Le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être tu, ni être honoré d'un mot dit en passant. Il a beaucoup à nous apprendre, à nous et au peuple allemand.

Nous ne sommes pas des romantiques sentimentaux qui oublient la haine devant un cadavre, ni des diplomates qui disent : « Devant une tombe, il faut louer ou se taire. *Schlageter*, le vaillant soldat de la Contre-révolution, mérite de nous, soldats de la Révolution, un hommage sincère. Son camarade d'idée, Freks, a publié en 1920 un roman dans lequel il décrit la vie d'un officier tombé dans la lutte contre le Spartakus. Freks appelle son roman : *Le Pèlerin du Néant*. Si ceux des fascistes allemands qui veulent loyalement servir leur peuple ne comprennent pas le sens de la destinée de *Schlageter*, celui-ci est bien mort en vain, et ils peuvent écrire sur sa tombe : *LE Pèlerin du Néant*.

L'Allemagne est abattue. Seuls des fous pouvaient s'imaginer que l'Entente capitaliste, victorieuse, traiterait le peuple allemand autrement que le capitalisme allemand victorieux a traité le peuple russe et le peuple roumain. Seuls des fous ou des poltrons craignant la vérité pouvaient croire, selon les promesses de Wilson, que seul le kaiser et non le peuple allemand paierait les frais de la défaite. A l'Orient, un peuple s'est soulevé et la Russie des soviets. Souffrant la faim et le froid, il a tenu tête à l'Entente sur quatorze fronts. Un de ces fronts était formé d'officiers et de soldats allemands. *Schlageter* combattit dans le corps Medem qui s'empara de Riga. Nous ne savons pas si le jeune officier comprenait la signification de son acte. Le commissaire du gouvernement d'alors, le social-démocrate Winnig, et le général Von der Goltz, chef du régiment baltique, savaient bien, eux, ce qu'ils faisaient. Ils voulaient, en se faisant les gendarmes de l'Entente contre la Russie, s'attirer la bienveillance de la première. Pour ne pas payer un tribut de guerre au vainqueur, la bourgeoisie allemande vaincue loua le jeune sang allemand épargné par les balles de la guerre mondiale, comme mercenaire de l'Entente contre le peuple russe. Nous ne savons pas ce que *Schlageter* pensait durant ce temps. Son chef, Medem, s'aperçut plus tard qu'à travers les Pays Baltiques, c'était vers le

néant qu'il allait. Tous les nationalistes allemands l'ont-ils compris ? Aux obsèques de *Schlageter*, à Munich, le général Ludendorff, celui-là même qui jusqu'aujourd'hui, s'offre à l'Angleterre et à la France comme capitaine d'une croisade contre la Russie, prit la parole. *Schlageter* fut pleuré par la presse de Stinnes. M. Stinnes a été le collègue du Schneider, du Creusot, qui forgea les armes des meurtriers de *Schlageter*. Contre qui veulent lutter les populistes allemands : contre le capital de l'Entente ou contre le peuple russe ? Avec qui veulent-ils s'allier ? Avec les ouvriers et paysans russes, pour secouer ensemble le joug du capital de l'Entente, ou avec le capital de l'Entente pour asservir le peuple allemand et le peuple russe ?

Schlageter est mort. Il ne peut répondre à la question. Sur sa tombe, ses compagnons d'armes ont juré de continuer sa lutte. Ils doivent répondre : *Contre qui ? Avec qui ?*

Schlageter alla de la Baltique à la Ruhr. Non pas en 1923 seulement, mais dès 1920. Savez-vous ce que cela veut dire. Il prit part à l'écrasement des ouvriers par le capital, il combattit dans les rangs des troupes qui devaient assujettir les mineurs de la Ruhr aux rois du fer et du charbon. Les troupes de Water, dans les rangs desquelles il était, lançaient les mêmes balles que celles avec lesquelles le général Degoutte calme les ouvriers de la Ruhr. Nous n'avons aucune raison de supposer que ce soit pour des raisons égoïstes que *Schlageter* a aidé à écraser les mineurs affamés.

La route dangereuse qu'il a choisie montre qu'il était convaincu de servir le peuple allemand. Mais *Schlageter* croyait que pour cela le meilleur moyen était d'aider à relever la domination des classes qui l'avaient dirigé jusque-là et l'avaient amené à ce désastre sans nom. Il voyait dans la classe ouvrière une plèbe à mater. Et il était certainement du même avis que le comte Reventlov, qui disait tranquillement : « Il est impossible de lutter contre l'Entente tant que l'ennemi intérieur n'est pas vaincu ». L'ennemi intérieur c'était, pour *Schlageter*, la classe ouvrière révolutionnaire. Il put voir de ses yeux les suites de cette politique lorsqu'il vint dans la Ruhr, en 1923, pendant l'occupation. Il put voir que, si les ouvriers sont unis contre l'impérialisme français, ce n'est cependant pas un peuple uni qui lutte et qui peut lutter dans la Ruhr. Il put voir la méfiance profonde des ouvriers à l'égard du gouvernement allemand, de la bourgeoisie allemande. Comment une classe ouvrière vaincue pourrait-elle être active ? Comment une classe ouvrière désarmée et dont on exige qu'elle se laisse exploiter par les spéculateurs, pourrait-elle être active ? Ou bien l'activité de la masse ouvrière allemande devrait-elle faire place à l'activité de la bourgeoisie allemande ? *Schlageter* voyait dans les journaux que les mêmes gens qui prétendaient protéger le mouvement populaire faisaient passer de l'argent à l'étranger, pour s'enrichir en appauvrissant l'Allemagne. Certainement, il n'espérait rien de ces parasites et il lui fut épargné de lire dans les journaux comment les représentants de la bourgeoisie allemande, comment le docteur Lutterbeck, s'adressant à ses bourreaux, leur demandaient de permettre aux rois du fer et de l'acier de mettre à la raison, à coups de mitrailleuses, les fils affamés du peuple allemand, les hommes qui mènent la résistance dans la Ruhr.

Maintenant que la résistance allemande n'est plus qu'une ironie, par suite de la coquinerie du docteur Lutterbeck et surtout de la politique économique des classes possédantes, nous demandons aux masses patriotes qui veulent lutter con-

tre l'invasion impérialiste des Français : « Comment voulez-vous lutter, sur qui voulez-vous appuyer ? » La lutte contre l'impérialisme de l'Entente est une guerre, même si les canons se taisent. On ne peut pas lutter sur le front, lorsque l'arrière est en effervescence ; à l'arrière, on peut maîtriser une minorité, mais pas la majorité. La majorité du peuple allemand se compose de travailleurs, qui doivent lutter contre la misère que leur impose la bourgeoisie allemande. Si les patriotes allemands ne se décident pas à adopter la cause de cette majorité de la nation et à faire ainsi front contre le capital de l'Entente et de l'Allemagne, le voyage de Schlageter aura été un pèlerinage dans le néant ; l'Allemagne sera en présence de l'invasion étrangère, d'un danger permanent du côté des vainqueurs et de sanglants combats intérieurs, et il sera facile à l'ennemi de l'abattre et de la morceler.

Lorsque, après Iéna, Gneisenau et Scharnhorst se demandaient comment l'on pouvait sortir le peuple allemand de son abaissement, ils répondaient : En libérant les paysans de la sujétion et de l'esclavage. Seuls, les paysans libres formeront une base solide pour la libération de l'Allemagne. Ce que la classe paysanne allemande était au début du dix-neuvième siècle, la classe ouvrière allemande l'est au début du vingtième. C'est seulement avec elle et non contre elle que l'on peut libérer l'Allemagne des chaînes de l'esclavage.

Les camarades de Schlageter, sur sa tombe, ont parlé de lutte. Ils ont juré de continuer la lutte. Cette lutte est dirigée contre un ennemi armé jusqu'aux dents, tandis que l'Allemagne est désarmée et usée. Si ce mot de lutte n'est pas vain, s'il ne consiste pas seulement à former des détachements de sapeurs qui détruisent les ponts, mais ne peuvent faire sauter l'ennemi, qui font dérailler les trains, mais ne peuvent arrêter le convoi triomphal du capital de l'Entente, dans ce cas, elle exige une série de conditions ; elle exige que le peuple allemand rompe avec ceux qui, non seulement l'ont conduit à la défaite, mais éternisent cette défaite, cette impuissance du peuple allemand, en traitant en ennemi la majorité de ce peuple. Elle exige la rupture avec les gens et les partis dont le visage agit sur les autres peuples comme celui de Méduse et les excite contre le peuple allemand. *Si la cause de l'Allemagne est celle du peuple allemand, si la cause de l'Allemagne consiste à lutter pour les droits du peuple allemand, et seulement ainsi, elle attirera à ce peuple des amis dévoués.* Le peuple le plus puissant ne peut pas se passer d'amis, à plus forte raison un peuple vaincu et entouré d'ennemis. Si l'Allemagne veut lutter, il faut qu'elle présente un front unique des travailleurs, il faut que les travailleurs intellectuels s'unissent aux travailleurs manuels en une même phalange. La situation des travailleurs intellectuels exige cette union. Ils ne sont retenus que par de vieux préjugés. Unie à un peuple travailleur et victorieux, l'Allemagne découvrirait des sources nouvelles d'énergie qui surmonteraient tous les obstacles. La cause du peuple, en devenant la cause de la nation, fait que la cause de la nation devient celle du peuple. Unie à un peuple de travailleurs combattant, l'Allemagne trouverait l'aide d'autres peuples qui luttent pour leur existence. Celui qui ne prépare pas la lutte dans ce sens est capable d'actes de désespoir, mais non d'une lutte réelle.

Voilà ce que le Parti communiste d'Allemagne, ce que l'Internationale Communiste a à dire sur la tombe de Schlageter. Ils n'ont rien à cacher, car seule la vérité totale peut trouver la route

des masses nationales d'Allemagne profondément souffrantes, intimement déchirées et inquiètes. Le Parti communiste d'Allemagne doit dire ouvertement aux masses nationalistes petites-bourgeoises : — Qui tâchera, à la suite des spéculateurs, des rois du fer et du charbon, de réduire le peuple allemand en esclavage, de le précipiter dans des aventures, se heurtera à la résistance des ouvriers communistes. *Ils répondront à la violence par la violence.* Nous combattrons par tous les moyens ceux qui, par incompréhension, s'allieront aux mercenaires du capital. *Mais nous croyons que la grande majorité des masses agitées de sentiments nationaux appartient non au camp du capital, mais au camp du travail.* Nous voulons chercher et trouver la route pour toucher ces masses et nous y arriverons. Nous ferons tout pour que des hommes, qui étaient prêts comme Schlageter à donner leur vie pour une cause commune, ne deviennent pas des pèlerins du néant, mais les pèlerins d'un avenir meilleur pour l'humanité tout entière, qu'ils ne répandent pas leur sang généreux pour le profit des barons du fer et du charbon, mais pour la cause du grand peuple travailleur allemand qui est un membre de la famille des peuples luttant pour leur libération.

Le Parti communiste dira cette vérité aux masses du peuple allemand, car il ne lutte pas seulement pour une bouchée de pain, il n'est pas seulement le Parti des ouvriers de l'industrie : il est le Parti du prolétariat qui combat pour sa libération, pour une libération qui est identique à la liberté du peuple tout entier, à la liberté de tous ceux qui travaillent et souffrent en Allemagne.

Schlageter ne peut plus entendre cette vérité. Mais nous sommes sûrs que des centaines de Schlageter l'entendront et la comprendront. (*Applaudissements unanimes.*)

CLARA ZETKIN. — Nous pouvons considérer ces débats avec satisfaction. Leur niveau est bien plus élevé que celui des débats de Hambourg. Là-bas, la question ne fut pas examinée théoriquement et pratiquement : elle aboutit à réclamer la lutte contre les communistes. C'est la montagne accouchant d'une souris, un bureau pour rassembler les matériaux. Les seuls orateurs, au fond, furent le Hongrois Kunfy et l'Allemand Wels, un des premiers assassins du prolétariat. Leur sagesse déclara que, là où il n'y a pas de communistes, il n'y a pas non plus de fascisme.

Les débats ont confirmé ce que j'avais établi : *le fascisme doit être vaincu, non seulement militairement, mais aussi politiquement et idéologiquement.* Les divers orateurs ont complété mes déclarations. Sméral, surtout, a donné une bonne analyse. Le discours de Radek m'a profondément touché. Serra pense qu'il n'y a pas contradiction réelle entre la conduite passée du fascisme et son attitude actuelle. Toutes deux sont inspirées par la poursuite du succès. Cette affirmation est exacte en soi. Mais, dans l'état d'esprit des masses, entre ce qui leur a été promis et ce que le fascisme a tenu, il existe une contradiction énorme qu'il faut souligner. Serra pense que le boycottage sera inefficace contre le fascisme. Cette revendication a été posée par la Conférence de Francfort. Nous devons la maintenir malgré les difficultés. L'industrie italienne est construite exclusivement avec le charbon et le fer de l'étranger. Si le boycottage a le moindre succès, les capitalistes en sentiront les conséquences. L'Amérique exporte beaucoup de céréales en Italie. Le boycottage aurait donc un certain retentissement. En outre, il contribuerait à stimuler les ouvriers

dans les pays boycotteurs. Il faut remarquer que cette revendication fut posée par une conférence où figuraient des représentants des usines appartenant à tous les partis. Cette conférence fut une des premières conquêtes de notre tactique du front unique. C'est pourquoi nous ne devons pas abandonner sans nécessité la revendication qu'elle a posée. Le boycottage de la Hongrie de Horthy n'a pas donné ce qu'on espérait. Cependant, il a produit une agitation efficace. A l'exception de l'Allemagne, il semble que l'on n'a pas entrepris grand'chose contre le fascisme. Même la plus belle idéologie ne sert à rien, si elle n'est pas accompagnée d'actes. *Les armées permanentes sont des foyers de fascisme.* Notre agitation doit aussi y pénétrer. Nous devons particulièrement nous attacher aux éléments du fascisme qui sont de bonne foi ; nous qui ne marchons pas vers le néant, mais vers un avenir radieux, nous devons montrer cet avenir aux éléments sincères du fascisme. Nous devons lutter pour conquérir les âmes. Et nous pourrons alors proclamer tranquillement : « Fût-il composé de diables, nous conquerrons l'univers ! » (*Vifs applaudissements.*)

La question du Programme

BOUKHARINE, rapporteur. — J'ai à vous informer de l'état des travaux de l'élaboration du programme de l'I. C. Le 4^e Congrès n'a pas suffisamment approfondi la question. Il a seulement demandé que les revendications partielles soient motivées dans la première partie du programme. Il a omis de donner des directives générales, sur les bases desquelles on pourrait discuter. Ces directives, l'Exécutif élargi doit les donner.

Je suis d'avis que l'Exécutif doit décider s'il est obligatoire ou non pour tous les Partis communistes d'avoir dans leur programme une partie générale commune. Je pense qu'il le faudrait et tel fut aussi le sentiment unanime du 4^e Congrès. Cette partie générale commune à toutes les sections de l'I. C. prouverait que nous sommes bien en voie de devenir un Parti mondial. D'ailleurs, il est déjà arrivé à l'I. C. de prendre des résolutions et d'adopter des lignes de conduite devenues communes à tous les partis.

Cette partie générale du programme devrait consister en l'analyse du capitalisme, celle du développement de l'impérialisme, l'exposé de notre programme maximum et de notre programme de transition, ainsi que, conformément aux décisions du 4^e Congrès, dans la justification des revendications partielles.

Nous avons, quant à présent, sous les yeux trois projets de programme : ceux du Parti allemand, du camarade Varga et le mien. Entre ces trois projets, il y a des différences théoriques assez importantes. Le projet allemand se base sur les conceptions de Rosa Luxembourg, sur l'accumulation du capital. De ce point de vue, on ne peut prévoir scientifiquement la chute du capitalisme que grâce à la théorie de l'accumulation. Je ne partage pas cette opinion. Selon qu'on l'adopte ou non, l'introduction à la partie générale de notre programme se placera dans des cadres définis. Cette théorie a déjà suscité dans le Parti russe de vives discussions. Je ne m'étends pas sur ce sujet, le camarade Talheimer, qui la soutient, n'étant pas ici.

Depuis le 4^e Congrès, des faits nouveaux se sont produits dans l'I. C. et dans ses sections, qui nécessitent l'examen de plusieurs nouveaux points. La question nationale se pose, appelée à avoir une grande importance. Une autre question, dont nous

n'avons presque pas parlé, est celle de la conception du monde. Je tiens pour nécessaire que la partie générale de notre programme contienne un exposé sommaire du point de vue marxiste matérialiste et fixe ainsi notre attitude envers la religion.

J'arrive maintenant à trois autres questions qui se tiennent de près et sont fort délicates : celle de l'« impérialisme rouge », de la possibilité d'alliances entre les Etats prolétariens et bourgeois, du capitalisme ouvrier et de l'impérialisme ouvrier. Ces questions doivent être élucidées dans la partie générale de notre programme. Un programme ne doit pas seulement donner des directives pour le présent, mais aussi pour une assez longue période à venir. Ce qui se passe en Allemagne est gros de signification. Des guerres peuvent se produire entre Etats capitalistes ; les bourgeois vaincus peuvent avoir à soutenir des guerres de libération nationale ; les peuples coloniaux peuvent se lever ; les prolétaires et les paysans peuvent s'insurger contre leurs oppresseurs. La question du secours des Etats prolétariens existants au prolétariat révolutionnaire des autres Etats ne restera théorique que dans l'avenir le plus rapproché et ne le restera pas longtemps. Elle s'est déjà posée en Géorgie.

Le problème des alliances entre Etats prolétariens et Etats bourgeois doit aussi être examiné. La Russie des Soviets a soutenu la Turquie à Lausanne, sans qu'aucun Parti communiste le lui ait reproché. En Chine, nous soutenons Sun-Yat-Sen, quoique son gouvernement ne soit pas prolétarien, mais révolutionnaire-bourgeois. Ces exemples nous font entrevoir des combinaisons possibles, à considérer du point de vue de la stratégie des Etats prolétariens.

Nous sommes obligés d'élargir considérablement notre horizon. Nous nous en sommes déjà pratiquement aperçus dans ce congrès, notamment quand il s'est agi des rapports entre le prolétariat et la paysannerie. Nous avons d'abord dû former des partis groupant une élite ; puis nous avons dû devenir des partis de masses ; maintenant, nous voulons rallier les éléments ouvriers qui suivent encore les social-démocrates. Au fur et à mesure que nous irons de l'avant, d'autres questions se poseront encore. Sitôt qu'un Etat prolétarien apparaît, celle-ci se pose : Sera-t-il le centre de ralliement de tous les opprimés, oui ou non ? L'Etat prolétarien sera ce point de ralliement, et on le verra de mieux en mieux au fur et à mesure que la désagrégation du capitalisme progressera.

Il me reste à traiter un point auquel le camarade Treint a consacré divers articles : *L'impérialisme ouvrier*. Que signifie le mot *impérialisme* ? Il n'est pas synonyme d'extension ; l'impérialisme tend à placer le monde entier sous la domination d'une oligarchie financière-capitaliste. L'impérialisme ouvrier signifierait que la classe ouvrière reprend à son compte cette extension de la domination du capital financier. Ce serait absurde. L'emploi de termes semblables est susceptible de provoquer dans les esprits la plus fâcheuse confusion ; extension du socialisme est tout autre chose. Je crois que nous devons, dans la partie générale du programme, joindre au problème de l'Etat prolétarien, centre de ralliement de tous les opprimés, celui de la stratégie de cet Etat.

Les passages concernant la phase des revendications partielles doivent être connexes à ceux concernant le Gouvernement ouvrier et paysan. Nous devons dire, dans notre programme, qu'un Gouvernement paysan durable est impossible. Un Gouvernement paysan ne peut que précéder la domi-

nation de la bourgeoisie ou celle du prolétariat. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat devient aussi, à la fin, une lutte contre l'hégémonie paysanne.

Je voudrais maintenant faire une proposition pratique : l'Exécutif doit décider que tous les pays sont tenus de fournir les matériaux suivants : une analyse de la situation dans leur pays à cette époque, non seulement du point de vue de la conjoncture actuelle, mais pour un temps assez long ; l'exposé de leurs revendications partielles. En matière de stratégie ouvrière, nous avons aussi besoin de documents sur l'attitude de nos partis à l'égard des autres partis ouvriers. Notre campagne pour le front unique doit être motivée dans la partie générale du programme et motivée par des faits. Les différentes sections nationales de l'I. C. doivent nous faire parvenir leurs projets de programme et leurs appréciations critiques sur les projets en cours de discussion. Je propose de constituer une petite commission de trois ou quatre camarades chargés de réunir et d'étudier les documents fournis par les divers partis. Cette commission entrerait en relations avec les partis et les inviterait à désigner chacun un camarade responsable des travaux de l'élaboration du programme. Je remarque que des projets de programmes anglais et japonais nous sont soumis. Le projet anglais sera spécialement examiné ; la présente session de l'Exécutif ne peut pas se prononcer sur le projet japonais, qui contient une partie générale dont l'acceptation nous engagerait quant aux autres projets. Je propose donc la résolution suivante :

L'Exécutif élargi tient pour nécessaire qu'il y ait dans les programmes de tous les Partis communistes une partie générale commune. L'Exécutif tient pour désirable que les questions suivantes soient élucidées dans le programme : conception du monde (matérialisme marxiste, attitude envers la religion, etc.) ; question nationale ; stratégie des Etats prolétariens ; gouvernement ouvrier et paysan.

Les partis sont tenus de fournir à l'Exécutif les matériaux suivants :

1° Analyse de la situation de leurs pays respectifs à notre époque ;

2° Exposé de l'ensemble des revendications partielles ;

3° Attitude envers les autres partis ;

4° Esquisse de la partie nationale du programme ;

5° Critique des projets de programme — partie générale — en cours de discussion et propositions éventuelles.

Chaque parti désigne un camarade responsable des travaux d'élaboration du programme. L'Exécutif élargi constitue une petite commission qui a pour tâches :

1° D'entrer en contact avec les partis ;

2° De provoquer et diriger la discussion de la question du programme ;

3° D'élaborer pour le 5^e Congrès un projet de la partie générale du programme sur les bases des matériaux réunis et s'inspirant des indications fournies par les programmes de nos sections nationales. (Applaudissements.)

Quatorzième séance (22 juin.)

La séance est ouverte à 3 heures de l'après-midi, sous la présidence de BOETTCHER. Le rapport des commissions est à l'ordre du jour.

STROEM (Suède), rapporteur sur la question danoise. — La Commission danoise, à l'unanimité, déclare qu'il n'existe pas, à son avis, de conflit de principe entre les deux Partis communistes, mais seulement des différends d'organisation et de personnes. Nous croyons que les résolutions des commissions recevront l'approbation des deux partis qui fusionneront. Malgré de grandes difficultés, les camarades danois peuvent, en unissant leurs forces, obtenir de grands succès.

RESOLUTION SUR LA QUESTION DANOISE

L'Exécutif élargi souligne une fois de plus la décision du 4^e Congrès mondial exigeant, entre autres, la réunion de tous les communistes danois en un parti unique.

L'Exécutif élargi constate que le rapprochement des différents éléments communistes danois a fait des progrès au cours des derniers mois. Pourtant un nombre relativement grand de militants demeure encore à l'écart de la section danoise de l'I. C. S'inspirant des propositions des délégués des sections danoise et suédoise de l'I. C., constatant le rapprochement en voie d'accomplissement et soucieux d'en finir avec la scission, l'Exécutif élargi invite le Parti Communiste danois (section de l'I. C.) à proposer à l'ancien Parti de fusionner.

Afin de faciliter cette nouvelle fusion l'Exécutif élargi considère que les mesures prises à l'égard des anciens membres Ernst Christiansen et Hellberg doivent être levées.

L'Exécutif élargi invite la section danoise à commencer sans délai les préparatifs de la fusion et demande aux deux tendances d'achever celle-ci pour le 1^{er} septembre 1923. Le règlement des questions d'orga-

nisation est laissé au futur Parti. Il devra pourtant recevoir l'approbation du Bureau de l'Exécutif.

La résolution est adoptée à l'unanimité sans discussion.

Le rapport sur la question norvégienne est fait par EWERT (Allemagne). Il déclare que la résolution de la commission a été adoptée à l'unanimité, moins la voix du représentant du Parti suédois. Cette résolution est ainsi formulée :

RESOLUTION SUR LA QUESTION NORVEGIENNE

« L'Exécutif élargi prend connaissance de la déclaration de Badek à la conférence du parti norvégien le 5 janvier 1923.

« L'Exécutif ne s'est jamais proposé d'enlever aux Partis Communistes leur indépendance. Il a toujours compris que, pour que l'Internationale soit forte, il faut que les Partis Communistes d'eux-mêmes, en conscience et de leur propre volonté, fassent une vraie politique communiste. Malheureusement la situation dans l'I. C. est telle qu'il se produit dans les Partis Communistes de différents pays des déviations à droite ou à gauche. C'est pourquoi il faut que les Congrès internationaux et le Comité Exécutif élu par eux en se basant sur l'expérience commune du mouvement ouvrier international interviennent et tâchent de corriger ces fautes. Le C. E. n'a jamais pensé que pour cela ses décisions étaient indispensables, mais il croit que ses décisions ne pourront être exécutées que si la masse des membres du Parti est convaincue de la justesse de son attitude.

« En conséquence, je déclare que toute crainte que les décisions du 4^e Congrès soient une introduction à la suppression progressive de l'indépendance des sections nationales est absolument sans fondement. Le Parti norvégien, comme toute autre section de l'I. C., a le droit de régler et de diriger en toute indépendance ses pro-

pres affaires. Seulement, dans les cas où il estime la décision du Parti norvégien fautive ou non communiste, le C. E. a le droit et le devoir d'intervenir. Dans des cas semblables, il se mettra en relations avec le Parti norvégien, étudiera à fond les divergences d'opinion et prendra sa décision appuyée sur l'ensemble des matériaux. Le Parti norvégien devra s'incliner devant ces décisions, car lorsqu'on appartient à une Internationale, il faut en exécuter les décisions. Le Parti norvégien a toujours le droit de faire appel du C. E., au Congrès international. Instance suprême pour tous les communistes et tous les Partis communistes. Il ne peut y avoir ni centralisme international absolu, ni indépendance absolue des Partis, dès lors qu'il y a une Internationale. L'indépendance des sections sur la base et dans le cadre de l'Internationale Communiste est une nécessité dans l'intérêt aussi bien du mouvement ouvrier norvégien que du mouvement international. »

Le C. E. confirme cette déclaration. L'Exécutif prend acte de la déclaration faite par Boukharine, au nom de sa délégation, au Congrès du Parti norvégien, le 23 février 1923.

« Au nom de l'Exécutif nous confirmons les déclarations de Radek.

« Nous estimons désirable que jusqu'à la prochaine session de l'Exécutif Elargi, outre le membre désigné dans le 4^e Congrès mondial, un autre camarade autorisé de la tendance Tranmael soit envoyé avec voix consultative à la session du C. E.

« Etant donné la crise profonde du Parti norvégien, nous proposerons à l'Exécutif Elargi, par exception, que deux camarades norvégiens (Schefflo et un membre autorisé de la tendance Tranmael) soient désignés comme membres de l'Exécutif avec ensemble une voix.

« Comme le Parti norvégien, selon les décisions du Congrès mondial de l'I. C., doit avoir deux délégués à l'Exécutif Elargi, outre le camarade Schefflo, la délégation demande absolument que Tranmael y soit délégué.

« La délégation de l'I. C. est d'avis que la minorité doit être représentée au Comité Central et à la rédaction de l'organe central quelle que soit la fraction qui ait la majorité au Congrès national. »

Le C. E. a confirmé les décisions du Présidium prises sur la base de ces déclarations. Il confirme les décisions du Présidium concernant les délégués de l'I. C., l'intérêt qu'il y aurait à discuter préalablement avec les Partis les questions importantes, les fonctionnaires de l'I. C., la correspondance entre l'I. C. et les Partis, etc... Toutes ces décisions contribueront à éviter les troubles et les malentendus. Il approuve la politique du C. E. dans la question norvégienne. Le C. E. en défendant la ligne de l'I. C. et la nécessité d'une direction centralisée de la lutte de classe prolétarienne, n'a jamais perdu de vue l'évolution lente du Parti norvégien et ses particularités historiques et a fait à la majorité du Parti des concessions qui doivent montrer à tout ouvrier l'importance que l'I. C. attache à conserver dans ses rangs le vaillant Parti norvégien, malgré ses déviations organiques. En approuvant la politique conciliante du C. E., l'Exécutif Elargi exprime sa conviction que les camarades norvégiens feront tout de leur côté pour que leur Parti surmonte ses faiblesses et, tant dans son organisation que dans sa politique, tienne compte des exigences de la lutte de classe moderne exprimée dans les décisions de l'I. C.

II

L'Exécutif Elargi demande au Parti norvégien de prendre les mesures suivantes :

a) Que la direction du Parti prenne les mesures nécessaires pour que le groupe *Mot Dag* ne se transforme pas en une coterie de dirigeants. Dans la mesure où le groupe *Mot Dag* s'occupe de propagande communiste parmi les étudiants, il a droit à une organisation particulière. Mais, à ce groupe, se sont joints beaucoup de camarades dirigeants qui ne sont pas étudiants et qui y voient surtout un club de discussion sur les affaires du Parti. L'I. C. respecte toutes les formes de la vie intellectuelle des Partis Communistes. Mais cette vie intellectuelle ne doit pas se manifester par l'éloignement de la masse du Parti ni dans la formation de

clubs de discussion isolés avec les jeunes intellectuels du Parti, moins encore par l'isolement d'un groupe de chefs. Les discussions dans le Parti doivent avoir lieu au sein des organisations prolétariennes communes pour que les questions intéressant la tactique du Parti et la philosophie communiste ne deviennent pas une science secrète réservée à un petit groupe dans le Parti. La transformation du groupe *Mot Dag* en club d'une fraction recèle le danger que l'autre fraction fonde aussi ses organisations particulières, ce qui menacerait le Parti de scission ;

b) En ce qui concerne la réorganisation du Parti, il faut enfin aborder le travail pratique. Le C. E. est complètement d'accord avec le Parti norvégien sur ce point : le groupe communiste d'usine est la cellule fondamentale du Parti.

Ces cellules doivent-elles être groupées territorialement ou par branche d'industrie ? L'Exécutif Elargi fait, à ce sujet, la déclaration suivante : « Le Parti Communiste visant à diriger la lutte de classe commune du prolétariat et non les combats syndicaux, ce qui est l'objet des syndicats, le groupement territorial des cellules est la seule forme possible définitive d'organisation. » Mais naturellement c'est au Parti qu'incombe le soin de décider dans quel sens et par quels moyens trouver la transition de l'état actuel à une organisation comme un parti communiste doit en avoir une.

c) En ce qui concerne la question syndicale, la séparation de structure admise maintenant entre le Parti et les syndicats exige que le Parti norvégien apporte d'autant plus d'attention, de zèle et de soin à sa liaison avec les syndicats. Les communistes dans les syndicats doivent veiller à ce que ceux-ci se développent dans l'esprit communiste. A cet effet, ils doivent travailler dans les syndicats sous la direction de la Centrale du Parti, qui de son côté prendra ses décisions en contact permanent avec les militants des syndicats. Les uns et les autres ont le devoir d'agir en sorte que les syndicats norvégiens adhèrent à l'I. S. R. ;

d) L'organisation des jeunes, tout en conservant son indépendance organique, est soumise à la direction politique du Comité Central du Parti. Il va de soi que les Jeunesses Communistes ont non seulement le droit, mais le devoir, de s'occuper le plus énergiquement de toutes les questions vitales du Parti et de l'Internationale Communiste en les discutant dans leur milieu et en prenant position à l'égard des décisions prises. Le C. E. invite le Comité Central du Parti à accorder la plus grande attention à l'organisation des jeunes, qui a besoin d'une assez large liberté morale pour l'éducation de ses membres.

III

1^o Le C. E. se félicite des progrès et de la consolidation du Parti norvégien. Cette croissance, son influence sur la classe ouvrière, sa pénétration parmi les fonctionnaires et parmi les « professions libérales » montrent que le renforcement de la lutte en Norvège permettra au Parti d'étendre son influence sur les masses purement prolétariennes, c'est-à-dire de remplir la tâche qui incombe au prolétariat, guide de tous les opprimés et de tous les souffrants. La structure sociale de la Norvège, l'existence d'une grande masse de pêcheurs et de paysans pauvres obligent le Parti à déployer ses efforts pour arracher cette masse à l'influence des partis bourgeois, qui, sous le masque de l'amitié pour les paysans, font le jeu des paysans riches et des banques. L'Exécutif Elargi est convaincu que la pénétration chez les paysans pauvres, leur organisation dans les rangs du Parti ouvrier norvégien et dans les organisations paysannes qui voudront former le front unique avec le Parti ouvrier norvégien, seront hâtées ; car nous ne poursuivons pas une domination de la classe ouvrière qui contrecarre les intérêts des paysans pauvres, mais nous voulons représenter avec eux les intérêts des masses populaires travailleuses et exploitées de la ville et de la campagne.

Le C. E. prend note des craintes exprimées par la majorité de la délégation norvégienne au sujet des dangers que pourrait entraîner en Norvège le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. La résolution générale du C. E. indique déjà ces dangers. La lutte pour la pénétration et l'organisation des masses paysannes pourrait faire place à des combinaisons parlementaires avec les partis paysans réactionnaires. Mais le Parti

peut facilement échapper à ces dangers s'il porte sa propagande et son activité parmi les larges masses paysannes et, par une action convenable, met les partis paysans bourgeois au Parlement et dans le pays en présence de la nécessité d'accepter ses propositions faites dans l'intérêt des paysans pauvres, ou de les repousser, et de se prononcer sur la question d'un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire la rupture avec la bourgeoisie. De cette manière nous nous différencierons des Partis et nous aiderons à la constitution du front unique avec la masse des paysans pauvres.

Considérant les doutes des représentants de la majorité quant au gouvernement ouvrier et paysan, et bien que le C. E. estime que ces doutes ne sont pas fondés, il croit devoir en tenir compte et invite le Parti à discuter d'abord cette question à fond devant les masses et à ne décider qu'ensuite, à son Congrès, de la façon dont le mot d'ordre de l'I. C. sur le gouvernement ouvrier et paysan doit être appliqué :

2^o En présence des plaintes incessantes de la majorité du Parti à l'égard de la fraction du Storting, accusée de poursuivre une politique opportuniste, le C. E. a proposé à la délégation norvégienne de rappeler la fraction parlementaire ou une partie de ses membres.

Le C. E., en faisant cette proposition, était convaincu que, quelle que soit pour le développement du communisme l'importance de l'utilisation de la tribune parlementaire, il est possible dans certaines circonstances de renoncer pour un temps déterminé à l'utilisation du parlementarisme. La majorité de la délégation norvégienne s'est prononcée contre le rappel de l'ensemble de la fraction du Storting ; elle ne s'est pas bornée à affirmer son opinion quant à l'utilité de l'existence d'une fraction communiste au Storting, mais a aussi déclaré qu'elle tient pour exagérées les accusations portées contre la fraction du Storting. En laissant le soin au Comité Directeur de proposer le rappel de plusieurs de ses membres la majorité de la fraction du Storting n'a fait que reconnaître au C. D. du Parti un droit qu'il possède naturellement. Si vraiment des camarades de cette fraction ont mené une politique opportuniste, l'Exécutif exprime son étonnement que le Comité Central du Parti n'ait pas fait usage de son droit et espère qu'à l'avenir il donnera à la fraction du Storting des instructions révolutionnaires précises, qui, non seulement rendront tout conflit impossible entre le Parti et la fraction parlementaire, mais établiront une liaison étroite entre le travail de la fraction du Storting et la lutte des masses prolétariennes ;

3^o Le C. E. est fermement convaincu que cette solution de la question norvégienne permettra au Parti de hâter indépendamment son développement communiste, de se joindre fermement au front international du prolétariat communiste, de se joindre enfin sans réserves à l'Internationale Communiste. L'Exécutif Elargi considère comme naturel que les camarades norvégiens soumettent au 5^e Congrès tous les doutes qui pourraient leur être restés ; il espère que l'on cessera de jouer avec l'idée d'une rupture avec l'Internationale Communiste, idée qui agite certains camarades ; que l'on cessera de menacer de scission, de quelque côté que viennent ces menaces, et que le Parti ouvrier norvégien se développera en parti communiste indissolublement uni à l'Internationale Communiste.

Cette résolution comporte les concessions les plus étendues dans le domaine de l'organisation, sans pour cela s'écarter des principes de l'I. C. Elle comporte également des concessions politiques qui donnent au Parti norvégien la possibilité d'adapter les mots d'ordre de l'I. C. aux conditions concrètes de leur pays. Nous espérons que les masses du Parti norvégien approuveront cette résolution, qu'elles s'uniront plus étroitement à l'Internationale Communiste et sauront surmonter les résistances qui se produiront dans leurs propres rangs. Nous espérons qu'elles contribueront à l'édification d'une Internationale de combat. (Applaudissements.)

STROEM (Suède) donne lecture d'une déclaration et des propositions d'amendement à la réso-

lution norvégienne formulées par la délégation suédoise.

La délégation suédoise a déposé à la commission la déclaration et les amendements suivants à la résolution proposée et nous désirons renouveler ici notre déclaration et nos propositions.

1^o Nous accueillons avec satisfaction les concessions et les décisions sur certaines questions d'organisation. Mais nous réservons au Parti suédois le droit de soutenir au Congrès mondial les amendements aux statuts de l'Internationale qui seront présentés par le Parti norvégien

2^o Dans la question du « Mot Dag » nous proposons que la décision soit laissée au Congrès norvégien ;

3^o Dans la question de l'attitude des Jeunes envers les Partis, nous sommes d'accord que la jeunesse a le droit de discuter des affaires du Parti, quand une discussion de ce genre s'élève. Mais nous exigeons une soumission absolue de la jeunesse aux décisions du Parti. L'Internationale de la jeunesse ne doit pas avoir le droit de faire, par l'intermédiaire des Jeunes, de la propagande contre les Partis ou contre leurs Comités Centraux, ce qui changerait le mouvement de la jeunesse en une fraction organisée du Parti. En cas de conflit entre un Parti et l'Exécutif, on doit s'efforcer de le résoudre sans immixtion des Jeunes. Les jeunes peuvent soutenir leurs conceptions au sein du Parti en tant que membres du Parti ;

4^o En ce qui regarde la position du Parti norvégien à l'égard de l'Internationale Syndicale Rouge, le Parti doit, comme par le passé, travailler à l'affiliation des organisations nationales syndicales au Profintern, mais en ayant soin que l'unité syndicale ne soit pas brisée. Les membres du Parti doivent poursuivre leur action syndicale en tant que communistes convaincus et disciplinés. Cependant, la collaboration nécessaire entre la direction du Parti et les camarades militants des syndicats doit revêtir une forme qui ne donne pas à ces rapports un aspect impératif ni le caractère d'une subordination formelle et mécanique ;

5^o Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan n'est pas, à notre avis, un mot d'ordre opportun pour la Norvège. Le Parti Communiste doit préalablement travailler et éclairer les couches prolétariennes de la classe paysanne, afin de les gagner au Parti et de les décider à une entente avec les classes industrielles organisées, pour une lutte commune contre la réaction bourgeoise et contre l'exploitation capitaliste. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. Toute tentative d'abuser de ce mot d'ordre de la part d'un groupe parlementaire communiste pour se rapprocher d'un parti bourgeois quelconque, pour faire des concessions aux courants opportunistes du Parti ou pour atténuer la lutte de classes révolutionnaire doit être absolument rejetée. Le Parti a toujours, maintenant comme par le passé, comme tâche essentielle, de rechercher, en s'appuyant sur les parties essentielles de la classe ouvrière industrielle, de réunir le prolétariat tout entier et de l'organiser comme classe en vue du combat d'affranchissement économique et politique.

**

Vu que nos amendements déposés à la Commission n'ont pas été acceptés, nous reconnaissons que la résolution proposée actuellement fait sur certains points des avances importantes, mais sur les autres, en particulier la question de la Jeunesse et la question « Mot Dag », elle demeure inacceptable. Si le vote en bloc doit avoir lieu, nous serons obligés de la repousser.

FALK (Norvège). — A propos de la résolution sur la question norvégienne, Falk déclare que lui et les deux autres délégués norvégiens, Hafmee et Tranmael, se réservent le droit de proposer au 5^e Congrès mondial la révision des statuts de l'Internationale. Ils admettent que des concessions ont été faites, mais ils pensent qu'elles doivent être insérées dans les statuts. La majorité de la délégation soulève des objections contre le prin-

cipe des concessions et contre quelques propositions pratiques formulées. Elle est d'avis que le mot d'ordre du Gouvernement des Ouvriers et des Paysans ne doit pas s'appliquer à tous les Partis communistes. Elle ne s'oppose cependant pas à ce qu'il soit soumis à la discussion du Parti et que le Congrès national soit appelé à prendre une résolution décisive. Elle déclare volontiers qu'elle n'a rien de spécial à relever contre le groupe parlementaire pour ses tendances opportunistes, car ces tendances se retrouvent partout dans le Parti. La majorité de la délégation ne votera pas la résolution.

Boukharine a reproché à la délégation de n'avoir pas accepté une large discussion des mesures proposées à l'égard du Parti norvégien. La raison en est qu'étant invitée à discuter les limites du centralisme, elle ne s'attendait pas à ce que des propositions précises soient faites.

La délégation se rend compte qu'elle est isolée dans le Congrès, mais elle est convaincue qu'elle ne l'est pas dans le mouvement communiste, et elle croit profitable pour le mouvement de lui fournir l'occasion de discuter cette question.

En dépit des accusations d'opportunisme, ses conceptions n'en sont pas moins révolutionnaires.

On a beaucoup parlé du danger de scission. Ce danger ne vient pas de la majorité. C'est bien plutôt la tactique qui sera suivie par l'I. C. pendant les quelques mois prochains, ainsi que les actes de l'opposition, qui en décideront.

INKPIN (Grande-Bretagne). — La délégation anglaise ne désire nullement prolonger la discussion. Elle veut seulement réfuter l'affirmation de Falk que ses vues et celles de ses amis auraient des partisans dans les autres sections de l'Internationale. Aucune section de l'Internationale ne soutiendra ces vues. Il n'y a pas la moindre chance que de telles opinions soient soutenues par le Parti communiste anglais. La délégation anglaise m'a chargé de lire la déclaration suivante, prise à l'unanimité :

La délégation anglaise, dont le Parti fait l'objet d'une étude particulière de l'I. C., approuve hautement la décision de l'Exécutif en ce qui regarde les partis scandinaves. Elle espère que les camarades scandinaves feront tout le possible pour exécuter intégralement ces décisions, comme le Parti anglais le fera en ce qui le concerne. Il n'y a d'ailleurs pas d'autre moyen de cimenter les liens de camaraderie au sein de l'Internationale Communiste qu'une obéissance légale à ses décisions et une coopération dévouée de toutes les sections à son action.

AMTER (Etats-Unis). — Le camarade Falk a eu l'audace d'avancer qu'il était persuadé que lui et ses collègues n'étaient pas isolés dans l'Internationale Communiste en ce qui regarde leurs idées particulières. La conférence actuelle devrait suffire pour lui fournir la preuve convaincante de son isolement.

Falk dit aussi que le danger de scission provient des actes de l'Exécutif. C'est accuser de mauvaise foi l'Internationale Communiste. L'Exécutif élargi a fait de grandes concessions, plus de concessions que Falk n'en méritait. Cette résolution aura pour effet d'unir ceux qui veulent demeurer dans l'Internationale et de grouper les ouvriers de Norvège sous sa discipline.

Amter lit ensuite, au nom des délégués américains et canadiens, une déclaration approuvant la décision prise au sujet de la question norvégienne, ainsi que le principe du centralisme démocratique.

Il est convaincu que les ouvriers norvégiens accepteront le centralisme démocratique non seulement tel qu'il est compris par le Congrès, mais par chaque section de l'Internationale.

STIRNER (Amérique du Sud). — Des camarades norvégiens ne se sont certainement pas bien rendu compte des conséquences que peut avoir leur attitude. Nos partis sud-américains sont familiarisés avec ces débats sur le centralisme démocratique par leurs discussions avec les tendances anarchistes et syndicalistes, dont nous sommes venus à bout à grand-peine. Si la question du centralisme n'est pas résolue dans l'esprit de l'Internationale Communiste, les éléments anarchisants et syndicalisants des jeunes Partis communistes rouvriront le débat. Les partis sud-américains voteront la résolution de l'Exécutif.

EWERT (Allemagne) repousse, au nom des délégations allemande, tchéco-slovaque, autrichienne, française, italienne, hollandaise, suisse, finlandaise, yougo-slave, esthonienne, lithuanienne, lettone, polonaise, et de l'Internationale des Jeunes, l'affirmation de Falk, selon laquelle le Parti norvégien ne serait pas dans l'Internationale le seul à se placer à son point de vue. Les délégations signataires de cette déclaration voient dans les propos de Falk une menace de scission et une provocation que la classe ouvrière norvégienne doit répudier avec énergie. (*Vifs applaudissements.*)

BOETTCHER (*Président*) constate que les débats ont montré l'isolement du camarade Falk, dont aucune délégation ne partage l'opinion.

ZINOVIEV. — Bien que le dernier discours du camarade Falk m'ait rendu la tâche difficile, je propose à l'Exécutif élargi d'élire au bureau de l'Exécutif un second représentant scandinave pour resserrer nos liens avec les Partis scandinaves. Ces deux représentants auront ensemble une voix. Je propose que les Partis suédois et norvégien nous envoient chacun un camarade chargé de nous informer de la situation chez eux. J'espère que, malgré le discours provoquant du camarade Falk, cette proposition sera adoptée.

Les débats ont montré l'isolement complet du camarade Falk dans l'Internationale. S'il a voulu le souligner, il y a réussi. Pour ce qui est de la menace de scission, je dois répéter ici ce que j'ai déjà dit en commission. Nous connaissons Tränmael comme un militant qui, depuis de longues années, consacre toutes ses forces au mouvement ouvrier et qui lui restera fidèle. Nous ne connaissons pas le camarade Falk, mais nous avons déjà souvent observé que des intellectuels radicaux de gauche tels que lui finissent par se rapprocher de la bourgeoisie. Je ne sais pas si le camarade Falk est autorisé à parler de scission au nom du Parti norvégien. Ne nous laissons pourtant pas intimider. Les gens qui ont fait la scission, et nombreux, sont aujourd'hui politiquement morts. (*Vifs applaudissements.*) Si notre contradicteur entre dans cette voie, nous pouvons l'assurer qu'il aura peut-être un rôle à jouer avec les socialdémocrates, mais qu'il n'en aura pas parmi nous. Les travailleurs norvégiens ne lui donneront pas l'occasion de jouer le sort de leur parti. Vive l'unité du Parti norvégien !

La brève péroraison de Zinoviev est accueillie par de vifs applaudissements. Le chant de l'Internationale éclate dans la salle.

FALK affirme que nulle menace de scission n'a été présentée par ses amis et lui-même, ni ne peut

être déduite de ce qu'il a dit. Le danger de scission résulte de l'activité de l'opposition dans le Parti et aussi de celle de l'Exécutif de l'I. C.

La délégation norvégienne est solidaire de cette déclaration.

FURUBOTON (Norvège) déclare, en qualité de président des Jeunesses norvégiennes, qu'elles considèrent comme de leur devoir d'éviter la scission et feront l'impossible pour empêcher la rupture du Parti avec l'Internationale. Dans cette situation, tous les travailleurs honnêtes, tous les travailleurs révolutionnaires et non pas seulement

ceux qui appartiennent à l'organisation des Jeunesses, ont l'impérieux devoir de resserrer leurs liens avec l'Internationale Communiste, pour l'action révolutionnaire.

Le président met aux voix la résolution sur la question norvégienne, qui est votée à l'unanimité moins les voix scandinaves.

La proposition de Zinoviev (nomination d'un camarade scandinave de plus au Bureau de l'Exécutif) est adoptée à l'unanimité.

Après diverses communications, la séance est levée.

Quinzième séance (23 juin)

La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de Boettcher. A l'ordre du jour :

- 1° Rapport de la commission des mandats (Hoernle) ;
- 2° Rapport sur la Bulgarie (Radek) ;
- 3° Rapports des commissions ;
- 4° Décisions concernant le 5^e Congrès ;
- 5° Désignation du Présidium.

HOERNLE (Allemagne) rapporte sur les travaux de la commission des mandats. Tous les mandats ont été examinés et reconnus valables. Les « Worker partis » américain et canadien, acceptés dans l'I. C. comme partis sympathisants, ont seulement voix consultative.

Après avoir pris connaissance des rapports de la commission des mandats, l'Exécutif entend le rapport de Radek sur la question bulgare. Radek soumet à l'Exécutif l'appel suivant, adopté à l'unanimité :

MANIFESTE SUR LES EVENEMENTS DE BULGARIE

Aux ouvriers et aux paysans de Bulgarie ! A la classe ouvrière internationale !

Ouvriers et ouvrières. Une bande de bureaucrates banqueroutiers, de demi-soldes et de spéculateurs s'est, par un coup de force, emparée du pouvoir en Bulgarie. Les hommes qui ont poussé le peuple bulgare aux bouchees de la guerre mondiale, qui ont deux cents mille morts sur la conscience, qui ont trois fois subi aux élections démocratiques des échecs retentissants, ont osé prendre le pouvoir par un coup d'Etat. Ils instituent le gouvernement de la terreur contre la grande majorité de la population, contre les ouvriers et les paysans. Les prisons bulgares se remplissent de travailleurs des villes et des campagnes ; des expéditions de représailles, guidées par la volonté d'aventuriers contre-révolutionnaires, vont ravager les campagnes. Les leaders paysans sont assassinés sans que de nouveaux gouvernants aient le courage de prendre la responsabilité de ces actes. Demain ils s'en prendront aux chefs de la classe ouvrière.

Le coup de force contre-révolutionnaire des bureaucrates, des généraux et des spéculateurs bulgares s'est accompli avec l'approbation et le concours du parti socialdémocrate, adhérent à la II^e Internationale. Ce parti, complice des crimes du gouvernement de guerre, abandonné par tous les travailleurs, tombé à rien, a servi de paravent à l'entreprise contre-révolutionnaire. Il s'est ainsi placé sur le même plan que les Noske et les Turati, qui, en Allemagne et en Italie, ont préparé les voies à la contre-révolution.

Le coup de force s'est accompli avec le concours de la contre-révolution européenne, avec le concours des anciens officiers de Wrangel, celui des bourreaux de Horthy et des boyards roumains. L'Europe capitaliste, qui a tenté de soulever le monde prétendu civilisé contre la terreur rouge, s'est empressée de reconnaître les sanglants aventuriers. Le gouvernement anglais, c'est-à-dire celui des hobereaux et des manufacturiers, les soutient parce qu'il espère faire de la Bulgarie un boulevard contre les Soviets. Le gouvernement italien les soutient, parce qu'il voit dans leur succès un facteur

favorable à son action contre la Yougo-Slavie. L'univers capitaliste a sanctionné le coup de force bulgare. Les leaders fascistes de tous pays y voient la preuve qu'il suffit de vouloir pour fouler aux pieds le peuple travailleur. L'Internationale Communiste, la grande alliance de tous les travailleurs militants d'Orient et d'Occident, appelle les ouvriers et les paysans bulgares, appelle la classe ouvrière internationale au combat contre les usurpateurs de Bulgarie.

Paysans bulgares, la victoire des bandes blanches est une leçon que vous devez comprendre si vous voulez vous libérer du joug. Le gouvernement Paysan de Stamboulsky est tombé parce qu'il n'a pas voulu s'allier aux ouvriers des villes. Les intérêts de la grande majorité des paysans bulgares, composée de pauvres, concordent avec ceux des ouvriers et des artisans des villes. Stamboulsky a persécuté la classe ouvrière, perdant ainsi le seul appui qu'il pouvait avoir dans les villes contre la bureaucratie et la camarilla militaire qui ont, pendant quarante années, asservi et exploité le peuple bulgare et qui voudraient continuer. Stamboulsky a payé sa politique de sa vie. Mais les paysans bulgares vivent. Ils doivent combattre s'ils ne veulent pas être traités comme du bétail. Nous les appelons à s'unir aux travailleurs des villes sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Ouvriers bulgares ! Le gouvernement Stamboulsky, servant les intérêts de la bourgeoisie et de la spéculation rurale a persécuté la classe ouvrière, sacrifiant délibérément les masses laborieuses des villes et des campagnes. Mais le gouvernement Zankov, gouvernement des bureaucrates et des généraux, veut réduire tous les travailleurs à merci. Ceux qui s'imaginent que la lutte entre les réactionnaires victorieux et Stamboulsky met aux prises deux coteries bourgeoises entre lesquelles la classe ouvrière doit rester neutre se trompent grandement et les sanglantes persécutions dirigées contre la classe ouvrière ne tarderont pas à les édifier. Les ravisseurs du pouvoir sont maintenant l'ennemi. Ils doivent être écrasés. Contre le coup de force réactionnaire, unissez-vous non seulement aux grandes masses paysannes mais aussi aux dirigeants survivants du parti paysan. Montrez leur où vous a conduits la division des paysans et des ouvriers et conviez-les à l'action commune pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Paysans macédoniens ! Révolutionnaires macédoniens ! Vous vous êtes laissé entraîner par la contre-révolution bulgare à un coup d'Etat, bien que vos intérêts, comme en témoigne tout votre passé, soient rigoureusement solidaires de ceux du peuple laborieux de Bulgarie, de la révolution balkanique et de la révolution mondiale. Le gouvernement Stamboulsky a livré la Macédoine à la bourgeoisie serbe, achetant à ce prix l'appui de cette dernière. Il vous a impitoyablement trahis. Ne croyez pourtant pas que le gouvernement de la contre-révolution soit disposé à émanciper le peuple macédonien. Il va combattre les paysans et les ouvriers bulgares vos frères et ce ne sera pas pour vous libérer. Pour garder le pouvoir il vous trahira mille fois ; il vous opprimerait car il ne peut tolérer un mouvement révolutionnaire en Macédoine. Seul un gouvernement bulgare constitué par les ouvriers et les paysans bénéficierait des sympathies des ouvriers et des paysans roumains, yougoslaves, grecs. Seul il aplani-rait la voie vers une Fédération balkanique des Gouvernements ouvriers et paysans, qui peut vous libérer

tous et sans laquelle la Macédoie redeviendra le théâtre de luttes armées. Vos cultures menacent d'être de nouveau ravagées, vos villages brûlés. Paysans macédoniens, révolutionnaires macédoniens ! Quel que soit votre ressentiment à l'égard du parti paysan bulgare et de ses chefs, nul d'entre vous ne prêtera le moindre concours au gouvernement de la terreur blanche. Au nom de votre émancipation nationale, unissez-vous aux ouvriers et aux paysans bulgares.

Travailleurs des villes et des campagnes de Yougoslavie, de Roumanie et de Grèce ! Dressez toutes vos forces contre quiconque dans les Balkans soutient le gouvernement Zankov. Que les ambassadeurs de ces gouvernements se sentent environnés par votre haine, que la Bulgarie réactionnaire se heurte partout à votre résistance. En toute occasion hâtez-vous de soutenir les ouvriers et les paysans bulgares, le vaillant peuple bulgare qui commence la lutte contre le pouvoir de la contre-révolution.

Travailleurs tchécoslovaques ! Travailleurs autrichiens et allemands ! la victoire des bandes fascistes en Bulgarie encouragerait puissamment les aventuriers fascistes de vos pays. Soyez sur vos gardes, soyez vigilants, ne vous laissez ni intimider ni surprendre. Opposez à la moindre tentative de soutenir la Bulgarie blanche la plus énergique résistance, et tirez de l'attitude de la réaction bulgare comme des fautes des ouvriers et des paysans de ce pays les enseignements qu'elles comportent. Affermissez toutes vos énergies pour enrayer la progression des mercenaires du capital et de la clique militaire ; apprenez à oser, aux heures de grand danger, des actions décisives si vous ne voulez pas payer votre indécision de la vie des meilleurs d'entre vous.

Proletaires de tous les pays ! Nous vous appelons à suivre avec la plus grande attention les événements de Bulgarie. Nous vous convions à informer les masses laborieuses de tous les méfaits que le fascisme bulgare victorieux commet et commettra, avec la complicité des gouvernements bourgeois de tous les pays. Nous vous convions à mobiliser les masses contre le gouvernement d'assassins de Sofia. La signification du tocsin de Sofia doit être pour vous aussi nette que celle du tocsin de Rome. La classe ouvrière du monde est en danger ! Sachez-le et préparez-vous à la résistance.

A bas les bandes fascistes, mercenaires du capital !

A bas les usurpateurs du pouvoir, la camarilla militaire, les agitateurs, les spéculateurs de Sofia !

Vive le gouvernement ouvrier et paysan de Bulgarie !

Vive la Fédération des Gouvernements ouvriers et paysans des Balkans !

Vive la solidarité de la classe ouvrière internationale en présence du danger fasciste !

L'Exécutif Élargi de l'Internationale Communiste.

**

Sur le troisième point — rapports des commissions — les résolutions suivantes sont acceptées à l'unanimité et sans discussion : sur le rapport de l'Exécutif, sur le « gouvernement ouvrier et paysan », sur le Congrès de Hambourg, sur le conflit anglo-russe, sur « les rapports des communistes avec la religion », sur la question du programme (cf. le rapport de Boukharine), sur l'assassinat de Vorovsky.

KATAYAMA (Japon) prend la parole sur la résolution japonaise. Il est accueilli par de vifs applaudissements.

Les délégués devront faire quelque chose pour leurs camarades japonais persécutés, une fois de retour dans leur pays. Plus d'une centaine de camarades ont été récemment arrêtés, et parmi eux quelques-uns des militants les plus précieux, dans le mouvement depuis plus de vingt ans. Ils sont soumis en prison à des traitements barbares. La presse japonaise n'a le droit de faire aucun commentaire sur leur arrestation et leur emprisonnement ; il a même été défendu de faire un appel de fonds pour leur venir en aide. Les camarades japonais sont réduits à l'impuissance. Seule la

pression étrangère peut procurer un jugement plus équitable aux camarades emprisonnés. Il faut citer Sakai, qui sortait d'une longue maladie et, peu de temps avant son arrestation, avait été victime d'une tentative d'assassinat où il avait reçu cinq blessures, et Yamakawa, qui est un invalide et a déjà été plusieurs fois en prison.

La résolution est acceptée à l'unanimité, ainsi que la résolution sur le fascisme.

WALCHER (Allemagne) rapporte sur la question syndicale.

La résolution a subi des modifications de peu d'importance. Les paragraphes 4 et 5 ont été réunis et un nouveau paragraphe 8 a été ajouté.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

HOERNLE (Allemagne) a la parole sur la résolution coopérative :

Selon l'avis de la commission, la question des coopératives se présente sous trois aspects principaux :

1° Participation à la lutte contre le fascisme ;

2° Collaboration avec les syndicats ;

3° Organisation de fractions communistes par le groupement de l'opposition révolutionnaire au sein des unions réformistes. Le fascisme menace toutes les organisations ouvrières et surtout les coopératives. Celles-ci ne peuvent défendre leur existence qu'en luttant de concert avec les autres organisations du prolétariat contre le fascisme.

Pour assurer la collaboration des coopératives avec les syndicats, il serait désirable de convoquer une Conférence mondiale des syndicats et des coopératives pour étudier les questions les plus importantes : lutte contre le danger de guerre et le fascisme, maintien de la journée de 8 heures, campagne contre la spéculation, contrôle de la production et du marché, armement du prolétariat, gouvernement ouvrier et paysan. Nous devons espérer que l'Internationale Syndicale Rouge sera acceptée dans le bloc formé par l'Internationale syndicale d'Amsterdam et les coopératives.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Lounatcharsky communique à l'Exécutif élargi le texte d'un message du Parti socialiste italien.

LOUNATCHARSKY. — Le P.S.I. nous demande donc de l'admettre sans discussion sur les bases que nous connaissons déjà : conservation de son autonomie, de son appellation ancienne, et quelques réserves secondaires.

La Commission a considéré que la situation est, en Italie, tout à fait exceptionnelle. Les intérêts de la défensive prolétarienne y sont tellement pressants qu'ils exigent l'accomplissement des plus grands efforts en faveur de l'unité révolutionnaire. Notre résolution s'est inspirée de cette situation.

L'orateur, après avoir donné lecture de la résolution de la Commission italienne, indique que la Commission a trouvé nécessaire, afin d'en assurer l'application, d'introduire au Comité directeur du P. C. italien deux représentants de la minorité du Parti (sur 5 membres du bureau), pris parmi les meilleurs militants.

Les camarades de la majorité du P. C. italien sont décidés à faire encore ici une déclaration maintenant leur point de vue. Je ne la trouve pas utile, dit Lounatcharsky. Nos camarades italiens voteront pourtant avec nous la résolution de la Commission, ce qui fait honneur à leur esprit de discipline.

NEGRI donne lecture de la déclaration de la majorité du Parti italien.

La résolution proposée est adoptée à l'unanimité par applaudissements.

NEURATH rapporte pour les commissions balkanique, suisse et autrichienne.

Il propose de laisser au Bureau le soin de trancher la question balkanique, et en particulier la question yougo-slave. La résolution sur la question suisse a été prise à l'unanimité par la commission. La Commission autrichienne est arrivée également à des décisions unanimes. Elle constate qu'entre les deux fractions, majorité et minorité, il n'existe aucune opposition de principe. La Commission a décidé d'obliger le Comité central à faire participer les représentants de la minorité à tous ses travaux, même politiques. Nous espérons que le Comité central exécutera loyalement cette décision. Le Parti autrichien n'a pas assez de militants pour se permettre le luxe d'en exclure aucune catégorie du travail politique. Nous espérons que, par là, seront réglés les différends de nature personnelle existant encore.

Les résolutions sur les questions suisse et autrichienne sont acceptées à l'unanimité.

CLARA ZETKIN. — Je suis obligée de constater que la décision de la Conférence Internationale des Femmes et du 3^e Congrès mondial n'a presque nulle part été complètement appliquée. Nous devons donc en imposer l'exécution aux Partis. La Commission des Femmes n'a pas encore fini ses travaux ; elle les continuera après la session de l'Exécutif élargi, avec la contribution qu'y auront apportée les représentants des différents pays. Il le faut pour que les Partis puissent profiter de l'expérience de la Révolution russe dans l'organisation et la propagande parmi les femmes. De même qu'en Russie, nous voyons maintenant en Allemagne les ménagères participer à la lutte contre la vie chère et former des Comités de contrôle. Ce travail doit être continué sur une plus grande échelle dans tous les pays. La commission réunira les résultats de ses travaux dans une résolution qui sera soumise au Bureau.

TRACHTENBERG (Etats-Unis) rapporte sur la Commission hollandaise.

Le mouvement d'opposition dans le Parti hollandais est dû, entre autres, à l'expulsion de certains membres pour manque à la discipline. L'opposition s'est organisée et s'efforce de recruter des membres pour combattre la tactique des leaders actuels.

Le Présidium a demandé au Parti d'envoyer des délégués à l'Exécutif élargi et a invité l'opposition à envoyer des représentants. Ils sont arrivés trop tard. La Commission a réuni de nombreux matériaux et commencera lundi leur examen.

Trachtenberg communique que la Commission anglaise n'a pas encore terminé ses travaux et propose que la décision définitive soit prise par le Bureau. Aucune objection n'étant soulevée, la proposition est adoptée.

BOETTCHER formule les propositions suivantes :

Une conférence des noirs se tiendra en même temps que le 3^e Congrès mondial. Le bureau est chargé de sa préparation.

En mars 1924, l'Internationale Communiste aura derrière elle cinq années de luttés. Afin de commémorer cet anniversaire l'Exécutif élargi décide que le 5^e Congrès se tiendra à cette date.

Le bureau de l'Exécutif est chargé de se mettre en rapport avec les différentes sections au sujet des Congrès nationaux. L'Exécutif élargi engage les sections de l'I. C. à faire du 5^e anniversaire de l'I. C. une manifestation internationale du prolétariat. En cas d'événements particulièrement graves, l'Exécutif élargi autorise le bureau à convoquer une nouvelle session élargie.

LE PRESIDUM

Sur la réélection du Bureau, Boettcher, président, communique que seuls les camarades italiens ont proposé une modification : ils souhaitent substituer à Gennari, Bordiga, dont Terracini serait le suppléant. Le Bureau sera donc composé de : Zinoviev, Clara Zetkin, Terracini, Boukharine, Radek, Kolarov, Katayama, Kuusinen, Neurath, Souvarine, Macmanus et Chatskine. Un siège sera, en outre, réservé aux Partis scandinaves, qui s'entendront entre eux pour la désignation de leur représentant. (Adopté à l'unanimité.)

BOETTCHER lit alors quelques télégrammes de salutations et remercie, au nom du Bureau, tous ceux qui ont envoyé des messages à l'Exécutif élargi.

« C'est par la confiance mutuelle, dit-il, que nous vaincrons »

Une délégation des métallurgistes de Toula vient remettre à la délégation allemande un drapeau rouge et un message pour les ouvriers des usines Krupp, à Essen. « Les armuriers du prolétariat russe, déclare un ouvrier de Toula, offrent ce drapeau aux ouvriers de la Ruhr et en particulier aux ouvriers des usines Krupp, dans la conviction que le moment n'est plus loin où les ouvriers prendront en main les vieux arsenaux de l'impérialisme allemand et, s'il est nécessaire, forgeront de nouvelles armes, cette fois pour la défense de la classe ouvrière. »

CLARA ZETKIN prend alors la parole pour la délégation allemande :

« Les ouvriers des usines Krupp, dit Clara Zetkin, et le prolétariat de toute l'Allemagne se montreront dignes de ce présent. Le prolétariat allemand se souviendra que ce drapeau est teint du sang de milliers de travailleurs russes qui sont morts pour la libération de leur classe. Il se rappelle que ce drapeau a traversé de dures luttés et n'a vaincu que grâce à l'esprit de sacrifice des masses prolétariennes. Nous en acceptons le présent sans chercher à exprimer notre profonde reconnaissance avec des paroles. Nous ne connaissons pas de repos tant que les usines Krupp n'auront pas cessé d'être une entreprise capitaliste, tant que les ouvriers ne seront pas devenus les forgerons de la liberté et de la révolution, tant qu'ils ne forgeront pas des faucilles et des faux pour donner du pain aux masses, tant qu'ils ne seront pas les ouvriers d'une nouvelle Allemagne des Soviets ! Soyez convaincus que la classe ouvrière allemande tiendra parole et que l'avenir prochain verra en Allemagne le triomphe du Communisme ! (Applaudissements.)

BOETTCHER donne ensuite la parole à Zinoviev pour le discours de clôture. Zinoviev est longuement applaudi.

ZINOVIEV. — Je crois que vous avez tous comme moi le sentiment que cette session a été une des plus fructueuses et vaut autant qu'un congrès. Nos travaux peuvent être divisés en deux parties : d'abord, la situation concrète dans les différents pays et, ensuite, les questions de prin-

cipes intéressant l'Internationale. Parmi les questions de la première catégorie, les plus importantes ont été les questions italienne, norvégienne et bulgare. En ce qui concerne la question italienne, nous devons dire que, malgré les violentes critiques que nous avons adressées à notre Parti italien, il est le seul espoir du prolétariat révolutionnaire d'Italie. Nous rappelons ici que notre camarade Bordiga est encore emprisonné, ainsi que tous les autres leaders communistes, pour avoir sauvé l'honneur du prolétariat italien. Nous ne savons pas encore quelles seront nos relations avec le Parti socialiste italien. Nous sommes prêts à faire tout ce qu'il faudra pour assurer l'unité du prolétariat italien en présence de la réaction. Mais le Parti communiste italien est devant cet ennemi notre poste le plus ferme, et malgré ses faiblesses, malgré les quelques divergences de vues qui se sont produites entre nous et ses dirigeants, nous crions de tout cœur : « Vive le Parti communiste italien ! » (*Vifs applaudissements.*)

Je passe à la question norvégienne. Nous avons en Norvège une sorte de Labour Party, non réformiste comme le Labour Party anglais, mais animé, au contraire, dans son ensemble, d'un esprit communiste, quoique organisé à peu près sur le modèle du Labour Party anglais. La tâche de l'Internationale est de conserver au Parti norvégien ses larges bases tout en y déracinant les survivances du fédéralisme. J'espère que la résolution que nous avons adoptée y contribuera.

Quant à la question bulgare, nous avons une terrible leçon à en tirer. Elle nous met en présence de deux devoirs. Le premier est de ne pas perdre cette leçon pour nos autres partis, pour nos Partis allemand et tchéco-slovaque, surtout. Le second, c'est d'aider notre Parti bulgare à se tirer de sa défaite avec le moins de pertes possibles.

Nous avons adopté une résolution fixant notre attitude envers la religion. Jusqu'à présent, nous avons dû, dans presque toutes nos assises, aborder les questions de cet ordre. Cela vient de ce que nous avons encore affaire à de nombreuses survivances de la 2^e Internationale. J'espère, toutefois, que c'est pour la dernière fois que nous avons eu à prendre position sur une question de ce genre et que nous avons enfin éliminé toutes les survivances fâcheuses de la 2^e Internationale.

Le résultat le plus important de cette session, c'est la résolution sur le gouvernement ouvrier et paysan. Dans presque toutes nos sections les plus importantes, on est prêt à accueillir ce mot d'ordre. Je ne l'ai vu jusqu'aujourd'hui que dans l'*Humanité*, lancé en France par Renaud Jean, qui n'a pas attendu notre initiative. J'espère qu'on appliquera ce mot d'ordre plus rapidement et avec plus d'ensemble qu'on ne l'a fait pour celui du front unique. Grâce à lui, nous pénétrerons dans les masses, nous y acquerrons une nouvelle base. L'exemple bulgare met son importance en lumière. Le gouvernement de Stamboulisky a montré qu'il est impossible à la classe paysanne de jouer un rôle indépendant et qu'elle doit s'allier ou à la bourgeoisie ou au prolétariat. Notre tâche principale consiste à éclairer les paysans, à leur montrer qu'il leur est nécessaire de s'unir à nous.

On a parlé également de transformer la psychologie de nos Partis, de la nécessité d'éveiller en eux la volonté de conquérir le pouvoir. Le trait caractéristique des mencheviks fut, en effet, d'avoir pris le pouvoir à contre-cœur au moment décisif et de croire que la bourgeoisie seule était capable de l'exercer. Les Partis communistes ne

doivent pas avoir cette mentalité. La mission historique de la classe ouvrière, c'est de prendre en main les destinées du monde.

Ces temps derniers, nous avons vu des nuages s'amonceler sur l'horizon politique. La Bulgarie suit l'exemple de l'Italie. Mais, pour le moment, les forces en présence sont telles que la réaction n'ose pas entreprendre d'action directe contre la Russie des Soviets. Ne nous faisons pas pour cela d'illusions. La Russie des Soviets peut être menacée de terribles dangers. Le fascisme passera d'un programme minimum à un programme maximum, c'est dire qu'il attaquera la Russie des Soviets. De nouvelles tendances se manifestent à ce sujet dans la classe ouvrière. Les conventions entre les unions des travailleurs des transports et des métaux montrent que la situation de l'Internationale d'Amsterdam est bien telle que nous l'apprécions. Espérons que la session de l'I. S. R., qui aura lieu prochainement et que nous saluons dès aujourd'hui, saura encourager de nouvelles tendances. D'autres symptômes en sont également caractéristiques. Les camarades tchèques nous communiquent que l'organe central de la Social-démocratie tchèque, un des partis les plus réactionnaires de la 2^e Internationale, a fait paraître une série d'articles en faveur du front unique. Il serait vraiment étonnant que ces tendances ne soient pas représentées dans la social-démocratie. Chaque jour, la pression du fascisme devient plus forte, ce qui doit naturellement provoquer des phénomènes de ce genre dans la classe ouvrière. Sachons les comprendre et faire le possible pour affermir l'idée d'unité d'action dans tout le prolétariat. Elle amènera à nous toute la classe ouvrière et une grande partie de la classe paysanne. Elle nous permettra de commencer à bref délai l'action pour la conquête du pouvoir.

Pour la première fois, nous sentons tous que l'I. C. est devenue pratiquement une organisation de combat, la seule organisation mondiale du prolétariat. Pour atteindre ses fins, nous saurons agir et vaincre. (*Vifs applaudissements.*)

La session de l'Exécutif élargi est close au chant de l'*Internationale*.

Le *Bulletin Communiste* publiera, dès qu'il les aura reçues, les résolutions de la conférence qui ne figurent pas dans ce numéro.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin Communiste* au camarade René Reynaud, même adresse.

3^o La copie destinée au « Mouvement Syndical » à V. Godonnèche, Humanité.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Le Travail de l'I. S. R.

Les résultats de la récente session du Conseil Général de l'I. S. R.

Le récent conseil général de l'I. S. R. qui s'est tenu à Moscou en fin juillet s'est surtout occupé de questions d'organisation pratique du mouvement international. *Ce qu'il faut faire* nos précédents Congrès l'ont indiqué. Mais *comment* le faire ? L'expérience seule pouvait nous l'enseigner. Nous en avons, d'ailleurs, acquis beaucoup et dans tous les domaines. Ce qui était hier mot d'ordre est devenu réalité. Il s'agit désormais de parfaire nos méthodes de conquête des masses.

Énumérons les principales questions étudiées par le Conseil général : le front unique, l'attitude envers le pacifisme réformiste anarchiste, la stratégie des grèves, la question nationale dans le mouvement syndical, la lutte contre le fascisme, l'émigration ouvrière, les comités de fabrique et d'usine, l'industrialisation des syndicats, l'organisation syndicale dans les colonies et les pays à demi coloniaux, les fédérations internationales d'industrie et nos comités de propagande, notre attitude envers Amsterdam, l'organisation des oppositions révolutionnaires, le travail parmi les femmes et parmi les jeunes gens, la représentation de l'I. S. R., la liaison et l'information, la presse et la littérature syndicale, la tactique de l'I. S. R. en Espagne, l'œuvre de la Ligue de Propagande Syndicale aux Etats-Unis, la lutte contre le scissionnisme dans les syndicats, la lutte contre le sabotage de la conférence internationale des transports, la tactique de l'opposition révolutionnaire dans les syndicats allemands, la situation en Tchéco-Slovaquie, etc., etc. Cette simple énumération témoigne de l'ampleur du mouvement syndical rouge. Ajoutons, car c'est tout à fait caractéristique, que tous les délégués à la présente session ont demandé des résolutions pratiques.

Une question capitale : la stratégie des grèves

La phase de développement que traverse en ce moment l'I. S. R. se définit dans la façon de poser et d'étudier la stratégie des grèves. Aucun Congrès international n'a que je sache étudié cette question. On a, il est vrai, parlé dès avant la guerre des grèves politiques. Mais on n'a jamais examiné les grèves économiques et les conflits du capital et du travail du point de vue de la stratégie générale de la classe ouvrière. Malgré de grandes expériences, celle-ci n'a pas encore été étudiée. Si pourtant, on considérait la seule expérience des vingt ou quarante dernières années on serait

amené à des déductions du plus haut intérêt.

Comparons la littérature militaire avec celle qui concerne les grèves. La première comprend des milliers de volumes. Il y a dans chaque pays des écoles militaires supérieures qui étudient les guerres du passé pour en appliquer l'expérience aux guerres futures. Il y a des centaines de spécialistes qui consacrent toute leur intelligence à l'étude des enseignements techniques, sociaux, économiques et politiques des guerres. Dans chaque pays, il y a toute une littérature spéciale. Avons-nous rien de comparable pour les conflits économiques entre le Travail et le Capital ? Presque rien. De formidables luttes demeurent presque inconnues. L'expérience des masses se perd. Tout ce que la classe ouvrière crée de nouveau dans ses efforts d'émancipation est dédaigné, semble-t-il, des observateurs. L'idée même d'étudier la stratégie des grèves n'a pas encore été émise ! Et pourtant est-ce que la lutte des 1.200.000 mineurs anglais, prolongée treize semaines, qui secoua toute l'Angleterre et au cours de laquelle le quartier général de la Fédération des Mineurs se comporta exactement comme des généraux allemands se fussent comportés pendant la guerre mondiale s'ils avaient réussi à s'introduire dans l'Etat-Major français, — est-ce que cette formidable bataille de classe a moins d'importance que la bataille de Sadowa ou celle de Moukden ?

Si ces batailles sociales ont, comme nous le croyons une formidable importance, pourquoi ne sont-elles pas étudiées, pourquoi leurs enseignements ne profitent-ils pas aux masses ? Parce que le mouvement ouvrier ne devient réellement international que depuis peu d'années. Parce que l'internationalisation de l'action ouvrière n'est devenue une réalité pratique que depuis l'apparition de l'I. C. et de l'I. S. R. Le moment est venu d'entamer le combat pour l'unité dans la lutte économique et d'étudier systématiquement la riche expérience du mouvement gréviste mondial. Le mérite du Conseil Général de l'I. S. R. c'est d'avoir posé cette question, tout en se rendant compte qu'il faudrait des années de travail pour que nous arrivions à la hauteur des écoles militaires de la bourgeoisie, dans notre stratégie de la lutte des classes.

Notre optimisme légitime

De toutes les questions examinées par le Conseil général, j'ai intentionnellement cité celle qui n'a pas été résolue, afin de montrer quels problèmes, d'une ampleur littéralement prodigieuse se posent devant nous. Cette complexité et cette ampleur des tâches n'effrayent pas l'I. S. R. Quiconque, en effet, participe au mouvement syndical international se rend net-

tement compte de la croissance quotidienne des forces révolutionnaires. Il nous est souvent difficile de la préciser en chiffres, mais les gens d'Amsterdam eux-mêmes reconnaissent que la gauche ne cesse de grandir.

Au récent Conseil Général, nous avons tous nettement senti que l'I. S. R. était devenue une organisation internationale et que la liaison entre ses parties s'était fortement resserrée. Des années s'écouleront évidemment encore avant que l'I. S. R. réussisse à embrasser les millions d'ouvriers affiliés aux syndicats réformistes et les dizaines de millions d'ouvriers demeurant en dehors des syndicats; des années s'écouleront avant que l'I. S. R. soit,

idéologiquement comme au point de vue de l'organisation, une puissance absolument unie. Car les difficultés à surmonter sont vraiment grandes, l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les masses ouvrières, est loin d'être vaincue. Combien d'années nous faudra-t-il ? Nous l'ignorons, mais nous savons que nous nous rapprochons chaque jour de l'unité, que chaque Congrès, chaque conférence est pour nous un pas de fait dans la voie de la création d'un organe de combat dirigeant du mouvement syndical international. Il n'est pas permis d'en douter. Les travaux du Conseil Général nous ont inspiré le plus sain optimisme.

A. LOSOVSKY.

LES SCISSIONNISTES A L'ŒUVRE

C'est l'A.I.T. de Berlin qui a provoqué la scission en Hollande

Avant Saint-Etienne, quand nous dénoncions le « scissionnisme » du projet d'Internationale anarcho-syndicaliste élaboré à Berlin, de braves camarades fourvoyés derrière les francs-maçons du Pacte protestaient de leurs bonnes intentions, trouvaient que nous exagérons.

Où en serait aujourd'hui la C. G. T. U. si le Congrès de Saint-Etienne n'avait renvoyé à leurs chères études les philosophes de la « syndicalisation individualisée », les théoriciens du syndicalisme « anti-étaliste par essence et par définition », les édificateurs de systèmes « de la base au faite... et du faite à la base » ?

Nous en serions; à peu de chose près, ça ne fait aucun doute, où en est le Secrétariat Ouvrier de Hollande. Battus sur la question d'adhésion à l'I. S. R., les anarcho-syndicalistes hollandais, malgré la décision du Bureau de l'I. S. R. de surseoir, dans l'intérêt de l'unité, à l'adhésion, ont quitté la vieille Centrale Syndicale Révolutionnaire pour en constituer une nouvelle. Ils ont formé le N. S. V., qui va grouper quelques centaines d'adhérents, et dont le principal objectif sera la lutte, non contre le capitalisme, mais contre l'I. S. R.

Pour ceux de nos camarades qui pourraient penser que le geste des anarcho-syndicalistes hollandais quittant leur vieille Centrale Syndicale n'est qu'un geste de mauvaise humeur et isolé, qui ne prouve rien contre l'A.I.T. de Berlin, nous croyons d'un gros intérêt documentaire de donner une large publicité à la lettre suivante que le Secrétariat de l'A. I. T. adressait à la Centrale hollandaise en réponse à une demande de conciliation faite par le Secrétariat de celle-ci :

Camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre nous notifiant la décision prise à la dernière séance du Présidium du N. A. S. par une majorité de 9 voix contre 7 sur la question de l'orientation internationale.

Votre motion propose de passer outre à la décision des membres du N. A. S., telle qu'elle est exprimée par le referendum qui vient de se terminer, de n'adhérer ni à l'I. S. R. ni à l'A. I. T. et d'œuvrer pour la fusion de ces deux Internationales.

Nos camarades de la Hollande vous ont déjà donné — nettement et clairement — la réponse que vous avez méritée en vue de la situation intolérable créée par vous dans le sein du mouvement syndical : ils se sont mis à l'œuvre pour l'édification d'une nouvelle organisation syndicaliste révolutionnaire. Nous ne sommes pas intervenus dans cette question, nous n'avons ni proposé, ni sanctionné, ni ordonné quoi que ce soit — selon l'habitude néfaste et démoralisatrice de l'Internationale Communiste et de sa bonne à tout faire, l'Internationale Syndicale Rouge. Une telle immixtion est contraire à l'esprit et à la constitution même de notre Internationale.

Mais l'assainissement du mouvement syndicaliste révolutionnaire de Hollande qui vient de commencer ne peut rencontrer dans notre Internationale que joie, solidarité et appui. Le « Nederlandsch Syndicalistisch Vakverbond » sera admis dans notre Internationale comme Centrale syndicaliste pour la Hollande. Il contiendra dans son sein le prolétariat syndicaliste révolutionnaire de la Hollande qui, au lendemain de la guerre, a été le premier — par l'intermédiaire de l'ancien N. A. S. — à prendre l'initiative de la reconstitution internationale du mouvement ouvrier révolutionnaire, et qui, aujourd'hui, uni dans le N. S. V. — section hollandaise de l'A. I. T. — continuera cette œuvre

réorganisatrice ; et nous osons espérer que seront assez nombreux les ouvriers de la vieille organisation syndicaliste, qui finiront par se retrouver et suivront la nouvelle organisation continuatrice du vieux programme.

Votre proposition contenue dans la motion de la majorité transmise au vote d'un quatrième referendum dans l'espace de douze mois, nous oblige à dire encore quelques mots : Vous voulez tenter la fusion des deux Internationales, de l'I. S. R. et de l'A. I. T. ?

Non, merci de la compagnie ! Avez-vous donc oublié que l'I. S. R. et ses maîtres ont non seulement consciemment et expressément ignoré l'A.I.T. dans tout et pour tout, de la Conférence de Francfort jusqu'à la conférence pour la reconstruction économique de la Russie, mais ont jeté tout leur venin démagogique et souvent provocateur sur les militants et sur les organisations de l'A.I.T. ?

Avez-vous oublié que l'I. S. R. s'est faite complice et co-responsable des méfaits, des tortures infligées aux syndicalistes et autres révolutionnaires en Russie, ce pays où l'I. S. R. règne en maître ? Voulez-vous maintenant unir les persécutés et les persécuteurs, les prisonniers et les geôliers ?

Et puis, vous le savez bien, la route de Moscou mène fatalement à Amsterdam. Et si vous ne voyez pas le quel-à-pens que vous prépare Moscou, permettez-nous de ne pas vous suivre dans votre suicide et de déclarer ouvertement : l'I. S. R. est en banqueroute et rien ne la sauvera... excepté sa fusion avec Amsterdam.

L'I. S. R. est l'ennemie la plus acharnée et la plus dangereuse du syndicalisme mondial — du syndicalisme en Russie d'abord et surtout, car là elle a le pouvoir en main — dans les autres pays, elle veut obtenir ce pouvoir pour égorger le syndicalisme comme elle l'a égorgé en Russie.

La fusion de l'A. I. T. et de l'I. S. R. ? Oui, quand l'I. S. R. sera détruite, et avec elle la dictature d'un parti quelconque sur le mouvement ouvrier ; quand le syndicalisme révolutionnaire anti-autoritaire et anti-étatique renaitra en Russie ; quand le fascisme d'Etat sera définitivement broyé.

Si vous vous refusez à participer à cette lutte, le prolétariat hollandais, lui, qui connaît nos principes et qui a tenu notre bannière haute dans son pays, ne manquera pas à son devoir.

Car nos camarades du N.S.V. — que ce soit avec vous, sans vous ou contre vous — ont d'ores et déjà tracé bien clairement leur route émancipatrice.

Vive le syndicalisme révolutionnaire indépendant et anti-étatique !

Vive le *Nederlandsch syndicalistisch Vakverbond* !

LE SECRETARIAT DE L'A. I. T.

Voilà ce que nous aurions signé si nous étions adhérents à Berlin. Cette lettre prouve irréfutablement que l'A. I. T. est bien l'entreprise de démolition des syndicats, le foyer de scission nationale et internationale que nous dénoncions avant Saint-Etienne et que la majorité de notre C. G. T. U. a si justement condamnée.

Si les gens du C. D. S. et tous les anarcho-syndicalistes de France et d'ailleurs ne veulent pas que nous pensions à un faux-nez quand ils nous parlent de leur désir sincère d'unité, il faudra qu'ils disent ce qu'ils en pensent.

Pourquoi nos gens du C. D. S. ne l'ont-ils déjà dit ? Ils ont cependant dans leur sein un secrétaire de l'A. I. T. ! Besnard aurait-il honte de son œuvre ? Quand on adhère, même moralement, à l'A. I. T., on doit avoir voix au chapitre.

Il faudra aussi que notre Fédération du Bâtiment, qui figure en bonne place dans le tableau des effectifs de l'A. I. T., nous dise si elle signe la lettre du Secrétariat de Berlin à la Centrale hollandaise, car nous espérons bien pour elle qu'elle ne joue pas, à Berlin, les muets du sérail, alors qu'à Paris elle mène si grand bruit contre Moscou.

V. GODONNECHE.

LA SEMAINE

Lundi 16 juillet. — Au Congrès de l'A. R. A. C., la motion Barbusse (tendance communiste) l'emporte par 230 voix contre 117 à une motion neutraliste. La minorité révolutionnaire devient majorité.

La grève des dockers anglais continue. 14.000 dockers irlandais se sont joints au mouvement.

En Allemagne, les frontières des régions occupées sont fermées jusqu'au 26 juillet. Les centurions ouvrières s'organisent activement.

En Hongrie, le gouvernement ayant interdit le journal socialiste *Neptava*, les typos se sont mis en grève et aucun journal de Budapest n'a paru le 15 juillet. Le gouvernement a cédé.

Révolution au Paraguay.

Mardi 17. — La grève des dockers de Londres s'est encore étendue. Rien que dans la Métropole, on compte 50 à 60.000 grévistes.

A Barcelone, fin de la grève des transports.

Après 4 ans et 3 mois de détention, André Marty sort de Clairvaux.

Mercredi 18. — Grève générale des rubaniers de Comines (Nord).

L'Union des Républiques soviétistes a notifié sa constitution « à tous les peuples et gouvernements du monde ».

Jordansky est nommé plénipotentiaire des Républiques soviétistes à Rome.

La grève des dockers anglais continue.

Les ouvriers du textile de Lodz (Pologne) sont en grève pour une augmentation des salaires.

Jeudi 19. — Grève générale des métallurgistes en Silésie.

Vendredi 20. — Grève générale de 24 heures du bâtiment parisien. 30.000 grévistes.

On parle de la nomination de Mangin au gouvernement militaire de Paris.

La grève est totale dans les mines de Bilbao.

Sémard et Cachin déposent au procès des communistes belges.

Samedi 21. — André Marty est amnistié.

Le C. N. des employés approuve l'adhésion à l'I. S. R. Ker meurt subitement à Arcachon.

La Russie déclare qu'elle signera la convention des Détroits.

A Hull et à Londres, la grève des dockers continue.

A Breslau, la misère provoque de graves émeutes.

Dimanche 22. — Ouverture du Conseil National de la C. G. T. U. et adoption de la résolution Sémard.

Le projet de réponse anglaise à la note allemande est remis aux chancelleries belge et française.

A Breslau, les émeutes et scènes de pillage continuent.

En Pologne, la grève du textile de Lodz s'est étendue à toute l'industrie textile polonaise.

Serrati et Buffoni sont exclus du P. S. italien pour publication de la revue *Pagine Rosse*.

LA VÉRITÉ

Nous savions que le Parti communiste avait eu l'honneur de voir se coaliser contre lui toutes les forces de conservation sociale, sur le terrain purement politique tous les partis. Nous savions, d'autre part, que depuis les lendemains du Congrès de Saint-Étienne, les camarades anarchistes, d'accord avec le C. D. S., avaient proclamé le syndicalisme en danger. Ce que nous n'aurions jamais pu supposer et admettre, c'est de voir les hommes qui se déclarent les plus jaloux de l'autonomie de la C. G. T. U., se jeter dans les bras des adversaires du Parti communiste et faire éclater ainsi dans nos débats, sur le terrain syndical, les rancunes, les haines de ceux qui, de toute leur passion déçue et en conséquence mauvaise, tentent de briser l'unité de la majorité confédérale née à Saint-Étienne.

Lartigue, par sa motion suivie d'une déclaration, avec ses G. S. R., se défend comme un beau diable de vouloir attaquer l'I. S. R., la Révolution russe, la République des Soviets et, enfin, le P. C. Constatons qu'autour de lui, anarchistes, C. D. S., résistants, se groupent : il est leur espoir. Grâce à sa motion confusionniste, nous assistons au plus triste des spectacles. Jamais on n'avait parlé « politique » autant qu'aujourd'hui. Le prétexte ? Les commissions syndicales qui fonctionnent dans le sein de notre parti.

Le Parti communiste, dès le Congrès de Marseille, a pris position sur le terrain syndical. L'année dernière, déjà, la Commission centrale fonctionnait. Au Congrès de Paris, nous avons perfectionné notre organisation pour rendre plus efficace notre action auprès de nos adhérents : on ne doit pas être communiste simplement dans sa section, mais aussi dans son syndicat. Personne n'est obligé d'appartenir au Parti communiste. Ceux qui, farouches révolutionnaires, n'acceptent pas sa discipline et veulent se draper dans une pureté syndicaliste qui pense se suffire à elle-même, n'ont rien à faire chez nous. Les thèses des derniers congrès, national et international, sont claires : nous les avons acceptées. De même que nous respectons l'autonomie de la C.G.T.U., de même nous voulons qu'on respecte l'autonomie du P. C. De tout notre cœur, nos efforts tendent à hâter l'heure de la révolution prolétarienne. Nous sommes convaincus que le communisme doit en être l'animateur. Les communistes syndiqués ont le devoir de faire dans leur syndicat l'action pré-révolutionnaire et révolutionnaire, telle que nous la préconisons.

Il y a des légendes merveilleusement forgées : on nous fait dire qu'un membre du Parti, sur notre ordre, doit violer le mandat confié par son syndicat, par son U. D. ou par sa fédération en faveur du mandat du Parti ! Nous disons simplement : le syndiqué communiste doit défendre notre thèse, notre action, notre pensée, notre programme devant les camarades de sa corporation, de sa profession. Si la majorité lui donne raison, le mandat, que pouvez-vous lui reprocher ? Nous défendons, nous interdisons à un des nôtres d'accepter un mandat contraire à notre pensée, car c'est à ce moment-là que la violation du mandat pourrait se produire. Nous agissons au grand jour, sans duplicité. Nous ne voulons accomplir aucune malhonnêteté.

Le syndicalisme est parcouru par divers courants philosophiques. Peu ou prou, les prolétaires font de la politique, mais tous en font. Quelque-

fois, ceux qui s'en défendent le plus ne pensent qu'à cela. D'où l'esprit de tendance. C'est un fait : quelle que soit notre volonté, quels que soient vos désirs, vous ne l'empêcherez pas d'exister. Vous voulez arrêter l'action du Parti communiste ? C'est enfantin. Si vous aviez eu la majorité sur la motion Lartigue, camarades de toutes tendances qui êtes nos adversaires, qu'y aurait-il de changé ? Pas grand'chose. Anarchistes, C. D. S. et *tutti quanti*, vous auriez voté l'adhésion à l'I. S. R. que vous condamnez que vous haïssez. Lartigue et les G. S. R., s'associant à la coalition des adversaires de la Russie, auraient condamné ce qu'ils affirment aimer. Misérable et lamentable confusionnisme. Un seul point eût pu sembler acquis : l'écrasement des commissions syndicales du Parti. Erreur plus grosse encore !

Ces commissions, en effet, fonctionnent dans notre Parti, composées de syndiqués adhérents au P. C. Elles ne sont pas dans la C.G.T.U., elles sont chez nous. Nous y étudions les problèmes économiques, nous établissons des rapports sur toutes les questions qui agitent le prolétariat, qui l'intéressent, et cela dans le sens communiste.

Lorsque certains d'entre vous prétendent que le P. C. veut s'imposer dans une organisation syndicale, veut la subordonner, ils méconnaissent totalement le but désintéressé de nos efforts. Exemple : rapport sur les comités d'usine. Au sein de notre commission syndicale centrale, ce rapport fut établi, mis au point. Il n'est pas encore ce que nous voudrions qu'il soit. Un des nôtres l'a présenté à la Commission exécutive de son organisation. Il n'a pas proclamé : c'est mon parti qui vous l'offre, c'est lui qui en est l'auteur. Broutchoux lui-même le trouva très bien, et le rapport fut adopté à l'unanimité. Nous n'en avons jamais revendiqué la paternité, nous vous la laissons. Aujourd'hui, votre campagne méchante, indigne, nous oblige à dire ces choses. Avouons encore que vous avez voté, adopté d'autres rapports, d'autres travaux sortis « des laboratoires communistes » que sont nos commissions syndicales. Démolir ce qui est mauvais, c'est bien, mais il faut bâtir, construire. Ces deux tâches, nous les assumons. Nous sommes solidement organisés, de plus en plus disciplinés. Pas encore comme nous le voudrions. On ne prépare pas la Révolution en dilettante. Le snobisme qui conduit au confusionnisme ou aux pires compromissions, n'aboutit à rien. Il peut, momentanément, avoir un succès passager par coalition immorale et parce que, derrière un exposé de pensées qui veulent être nobles et généreuses, il existe aussi des questions de personnalités, des rancunes, des jalousies à assouvir ! Quels que soient les moyens, on les emploie pour discréditer, pour tuer un militant. Être trop franc, ne pas arrondir les angles, est un crime. Et, après tout, qu'importe, n'est-ce pas, si l'émancipation du prolétariat souffre de ces querelles ignobles, si, aidant tous les réacteurs, tous les déserteurs du combat prolétarien, on risque de tuer la Révolution !

Malgré vous, contre vous, si vous ne voulez pas voir en nous, communistes syndiqués, des frères de combat, nous poursuivrons notre action. Vous avez voulu attaquer le Parti communiste, fenter de le neutraliser ou lui imposer une attitude. Vous êtes impuissants pour une pareille besogne.

Nous vous déclarons que nous ne pensons nullement à vous subordonner, ni à courber sous notre

joué la C.G.T.U. Mais nous sommes certains de porter le levain révolutionnaire. Le communisme pénétrera, animera le syndicalisme français toujours davantage : la plupart d'entre vous sentent bien que là est toute la vérité.

Vos différentes tendances alliées aujourd'hui contre nous, si elles triomphaient, ne sauraient s'en-

tendre demain. Vos forces, vos efforts seraient dispersés. Votre action serait stérile. Par des luttes inévitables et subalternes, qui ne sont pas de mise dans les heures graves que nous traversons, il ne faut pas favoriser l'œuvre contre-révolutionnaire à laquelle se consacre le capitalisme international.

Henri GOURDEAUX.

La Grève des Métaux à Berlin

Tandis que le prolétariat de la Ruhr et de la Haute-Silésie recourait à la grève générale contre la misère croissante, malgré la volonté très nette des bureaucrates syndicaux, les ouvriers de Berlin restaient plus réservés dans leur profonde détresse. Et la grève des métallurgistes qui vient de se terminer était organisée par les syndicats réformistes ; elle est pourtant d'une haute importance.

Les entreprises — comblées de commandes — du Syndicat Industriel des Métaux de Berlin occupent 250.000 ouvriers en chiffres ronds. Plus de dix organisations syndicales unies dans un cartel existent dans cette industrie qui produit surtout des articles dégrossis. Les syndicats libres n'y jouissent pas du renom qu'ils devraient et pourraient avoir parmi les ouvriers. Des entreprises de 5.000 à 10.000 salariés ne comptent que 40 à 50 % de syndiqués. Par contre, les patrons sont fort bien organisés.

L'insuffisance de l'organisation syndicale, qui comptait à la fin de l'an dernier 153.043 membres, est due à deux causes. Tout d'abord, à la timidité avec laquelle l'administration locale du Syndicat des Métallurgistes a soutenu les luttes de salaires. Les salaires des ouvriers métallurgistes sont parmi les plus mauvais de l'industrie allemande. D'autre part, il y a la brutalité proverbiale avec laquelle la direction présente du syndicat poursuit les éléments révolutionnaires, les exclut, leur fait un régime d'exception contraire aux statuts et à la volonté de la majorité des membres. Elle est sur le point d'exclure ainsi, pour des raisons dérisoires, près de 500 métallurgistes révolutionnaires.

Une direction semblable de l'organisation ne peut guère exercer d'influence favorable sur les ouvriers déçus par la politique d'après-guerre des syndicats. C'est, pouvons-nous dire, grâce aux membres et aux fonctionnaires communistes que l'organisation n'a pas perdu plus de membres.

Le syndicat n'a d'abord rien voulu savoir de la lutte actuelle, dédaignant même un premier vote de la majorité écrasante des syndiqués pour la grève. La fraction communiste réussissait cependant à faire participer à un second vote tous les camarades syndiqués. Les ouvriers non organisés étaient aussi questionnés par les militants et, quasi unanimement, le prolétariat des métaux se prononçait pour la grève.

La direction syndicale dut s'incliner devant le résultat du second vote. Mais les premiers pas dans la lutte montrèrent déjà qu'elle n'avait nullement l'intention de faire de la grève ce qu'elle devait être dans les circonstances données : une lutte de classe. Il était d'autant plus possible d'élargir l'action, d'entraîner surtout les ouvriers des communes et de l'Etat, de transformer la grève des métaux en une grève générale des ouvriers berlinois, pour le salaire moyen d'avant-guerre, que le bâtiment berlinois est en grève générale en ce moment et que les travailleurs du bois soutiennent une grève partielle. Mais la di-

rection du Syndicat des Métaux a tout fait pour réduire le champ de bataille.

La grève n'avait été décidée par elle que pour 60 entreprises environ avec 90.000 ouvriers. Le Comité de grève déclarait dans le *Vorwärts*, organe central de la social-démocratie, que cette mesure était indispensable pour ne point trop troubler la vie économique. Cette tactique émolliente rencontra la plus grande opposition chez les travailleurs des métaux. Le nombre des métallurgistes en grève l'atteste. Le mardi 10 juillet, ce nombre atteignait déjà 150.000. Les masses entraient spontanément dans l'action, malgré la résistance de la direction syndicale, sans l'assentiment du comité de grève, sans le moindre espoir de recevoir des allocations de chômage régulières.

Les dirigeants réformistes des métaux répondaient d'ailleurs promptement à l'invitation du ministère du Travail d'entamer des pourparlers. Ceux-ci commençaient le lundi 9 juillet, engagement pris par le syndicat ouvrier, de s'abstenir de toute action ultérieure contre le Syndicat des Industriels.

Le 10 juillet, l'accord était conclu : le salaire de la dernière semaine de juin était fixé à 9.800 marks l'heure et celui de la première semaine de juillet à 12.000. Une commission « paritaire » de représentants du patronat et du travail arrêtera chaque semaine l'index du coût de la vie, qui servira de base aux indemnités de vie chère. L'index sera tenu secret pour que — attention ! — les commerçants spéculateurs (tiens ! tiens !) ne puissent augmenter à proportion leurs prix...

Les nouveaux salaires sont d'environ 38 % plus élevés que d'après l'arbitrage du 3 juillet, repoussé par les métallurgistes. Mais la presse même de M. Stinnes a constaté, du 30 juin au 6 juillet, un renchérissement du coût de la vie de 39 %. Les Dissmann, Urich, Ziska et autres fonctionnaires syndicaux font donc accepter, après la grève, aux travailleurs des métaux les conditions mêmes de travail qu'ils avaient repoussées à une majorité écrasante avant la grève. Quant à l'accord sur l'index du coût de la vie, point n'est besoin de dire qu'il n'est que le tenant secret ! Ce n'est certainement pas les détaillants spéculateurs...

Une fois de plus, les masses se laissent bernier par la valetaille réformiste de la bourgeoisie. Mais nous voyons venir la revanche prolétarienne. Une activité grandissante se manifeste parmi les métallurgistes sans distinction de tendance politique. Nos revendications révolutionnaires font leur chemin dans les esprits. Elles sont précises : hausse des salaires réels, dans le but d'atteindre le niveau des salaires de l'avant-guerre. — Et l'on ne peut maintenant atteindre ce but que par la saisie des richesses nationales détenues par une classe privilégiée, le contrôle de la production, une réforme radicale des finances, en un mot par l'action d'un gouvernement ouvrier.

E. MELOHER.

Le deuxième Congrès des Syndicats autrichiens

Lorsque les représentants des syndicats libres de la République d'Autriche se réunirent pour la première fois, en décembre 1919, le nombre des syndiqués s'élevait à 772.146, soit le triple du nombre d'avant-guerre. Au Congrès tenu à Vienne, du 25 au 29 juin 1923, on en comptait 1.049.949. Cela signifie qu'un sixième de toute la population, respectivement neuf dixièmes des ouvriers et des employés d'Autriche, sont organisés dans les syndicats.

Le Congrès s'est tenu au moment le plus aigu de la crise économique provoquée par l'assainissement de Mgr Seipel. On compte aujourd'hui en Autriche 150.000 chômeurs recevant les secours de l'Etat et autant qui ne reçoivent pas la moindre allocation, un quart de million d'ouvriers ne travaillent que 4 heures par jour ; cela est dû à la diminution des salaires, aux congés en masses des employés de l'Etat et à une limitation de la prévoyance sociale.

Le seul fait que la réalisation des protocoles de Genève a été possible sans rencontrer la résistance de ces millions d'ouvriers et employés organisés prouve que les syndicats sont presque exclusivement placés sous l'influence socialdémocrate. Le cours même et les résultats du Congrès n'ont fait que le confirmer.

Le rapport sur la situation économique et politique de l'Autriche, présenté par Renner, fut le centre des débats. Ce rapport constate que c'est aux frais de la production et de la consommation que l'on stabilise les finances du pays, c'est-à-dire aux frais des masses travailleuses, des ouvriers manuels et intellectuels. Nous assistons à la limitation de l'appareil économique de l'Etat, à la diminution des garanties sociales fournies par l'Etat et à l'augmentation de l'appareil policier. Cela prouve que le parti de Seipel, le parti social chrétien a trahi les couches qu'il représente — la classe paysanne et les artisans — et qu'il livre complètement ceux-ci au capital financier. Renner adjure littéralement les chrétiens sociaux de rétablir l'ancienne situation. Le gouvernement de coalition social chrétien et socialdémocrate pourrait alors lancer le mot d'ordre : « toutes les classes doivent faire des sacrifices » et rétablir le code ouvrier, d'après lequel les ouvriers seraient, vis-à-vis des entrepreneurs, à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises, dans un état d'égalité qui devrait être strictement observé. Il faut donc, d'après Renner, tendre vers la lutte pour le rétablissement du gouvernement de coalition de la classe ouvrière avec les représentants de l'industrie, de l'agriculture et du petit commerce. Il est évident que Renner n'a pas prononcé lui-même la parole qui sauve : vers la coalition avec la bourgeoisie ! Bon nombre de représentants, qui pensent tristement à l'époque qui s'étend de l'automne 1919 à l'automne 1920, parlent de l'entrée de la socialdémocratie dans le gouvernement bourgeois : à cette époque l'appareil d'Etat d'administration sociale était un organe des syndicats et le ministère des communications était entre les mains des syndicats, c'est ainsi que furent créés tous les cadres politiques et sociaux qui devaient être supprimés progressivement.

La résolution qui a été acceptée et qui énumère les exigences sociales et politiques à remplir ne dit rien des moyens de lutte à l'aide desquels les syndicats réaliseront leurs revendications. La question des sans-travail occupe aussi une large place dans les congrès. Des sans-travail réussirent à envoyer à la conférence des représentants qui accusèrent les syndicats de ne rien faire pour remédier à l'état de choses et déclarèrent que bon nombre de sans-travail désertent les syndicats pour passer aux *hakenkreuzler*. Au lieu de prendre des mesures pour lutter contre le gouvernement qui diminue l'allocation aux sans-travail et tend à supprimer la prévoyance ouvrière, le Congrès profite de l'occasion pour prendre position contre les communistes et contre le bloc syndical révolutionnaire.

Le bloc révolutionnaire avait soumis des propositions exigeant la lutte pour une augmentation des salaires dans toutes les branches, le maintien de la journée de huit heures et de l'allocation aux sans-travail et aux ouvriers ne travaillant que la demi-journée. Cette lutte devait être dirigée par les conseils d'usines et la résolution disait plus loin qu'aucune représaille ne devait être exercée contre les membres de la minorité révolutionnaire pour leur activité. La gauche protesta en outre contre le fait que les délégués au Congrès avaient été élus dans des réunions syndicales populaires au lieu d'être nommés par les unions syndicales. Le Congrès décida à ce sujet de se placer sur le terrain de l'Internationale d'Amsterdam à laquelle il désire rester fidèle. Le Congrès, dit la résolution adoptée, porte à la connaissance du monde prolétarien tout entier la façon d'agir du bloc soi-disant révolutionnaire dont le programme est étranger aux syndicats et dont la composition organique constitue une atteinte à l'unité du prolétariat. Le Congrès invita tous les membres à ne pas se laisser détourner de leur fidélité aux syndicats par le radicalisme douteux de soi-disant révolutionnaires...

L'unique résultat positif du Congrès consiste dans la manifestation de la volonté de créer en Autriche des syndicats industriels et de lutter contre toutes les organisations de secours technique (*Technische Nothilfe*).

Les autres résolutions ne feront pas le moindre mal au gouvernement et au patronat. Elles se contentent de réclamer le rétablissement des relations commerciales régulières avec la Russie des soviets !

La nullité des résultats du Congrès, qui ne parle que d'espérances et d'attentes, est due en partie à ce que les deux tiers des 357 délégués étaient des secrétaires de syndicats et des rédacteurs. Si l'augmentation numérique des syndicats autrichiens est liée à l'avenir à l'inactivité de la bureaucratie syndicale, le gouvernement et le patronat pourront porter des coups plus rudes encore contre la classe ouvrière. Ce sera le moment où les masses ouvrières autrichiennes entreront en lutte contre la volonté de la bureaucratie syndicale et en liaison étroite avec les ouvriers révolutionnaires, pour défendre eux-mêmes leurs intérêts.

Jean WERTHEIM.

Les leçons de la Grève des Marins américains

La grève des marins des I.W.W. s'est terminée par un succès. Les entrepreneurs consentirent à une augmentation des salaires de 15 % et adoptèrent la journée de nuit heures. C'est le syndicat des ouvriers des transports par mer qui dirigea la grève. En dépit de l'interdiction des autorités, il y eut des réunions de masses et un service postal des grévistes fut organisé. Ce sont ces méthodes énergiques qui attirèrent toute l'attention du pays vers la grève. Toutefois, la direction de la grève laissa encore beaucoup à désirer au point de vue organisation. Les I.W.W. ne constituèrent même pas un comité de grève unique pour les Etats-Unis.

L'Union réformiste des gens de mer ne participa pas à la grève. Au contraire, les chefs de cette union entrèrent en négociations avec le département de la navigation des Etats-Unis et s'efforcèrent d'exciter les autorités contre les « radicaux ». Mais ces méthodes restèrent sans résultat. Pendant la grève des marins, le Congrès de l'Union des Syndicats des Dockers réformistes d'Amérique se tint à Boston. Le syndicat ne fit rien pour empêcher le chargement des navires par des briseurs de grève dans les ports où la grève avait été proclamée. Mais les dockers de San Pedro se déclarèrent solidaires des grévistes et refusèrent de jouer le rôle de briseurs de grève. Le front uni de tous les marins de ce port donna un bel exemple que tout le pays imita. Des délégués progressistes soumièrent à ce Congrès de Boston une motion en vue de la fusion de tous les syndicats maritimes. La majorité la repoussa et se contenta de la proposition de fonder, au sein de l'Union Syndicale Américaine, une section de la marine — ce qui est absolument inutile.

Les organisations ouvrières divisées furent tout à fait solidaires dans la lutte contre les plus puissants groupes des entrepreneurs du pays. Le trust de l'acier, celui du pétrole et les autres organisations capitalistes des Etats-Unis dominent en même temps la navigation. Il existe un syndicat qui englobe tous les propriétaires de navires. En outre, le département de la navigation des Etats-Unis occupe environ 35.000 marins. Les marins ont reconnu peu à peu l'absurdité de la scission en face de la concentration du capital. A la suite de cette grève un « Comité International des gens de mer » se forma (*International Marin Workers Amalgamation Committee*). Les gens de mer reconnaissent qu'il ne sera pas possible de conserver les conquêtes acquises au moyen de luttes s'il n'existe pas un syndicat industriel qui embrasse tous les ouvriers de la marine. C'est alors seulement qu'il sera possible d'opposer aux propriétaires de navires le front uni ouvrier.

C'est dans le même sens que l'unité internationale des gens de mer est nécessaire. L'union réformiste des marins d'Amérique adhère à l'Union Internationale des Marins, dite Internationale de l'Entente, parce qu'elle a exclu les marins des pays qui ont participé à la guerre contre

l'Entente. Le syndicat des marins français est sorti de cette Union internationale quand celle-ci refusa de revendiquer la journée de huit heures pour les marins. Les gens de mer français décidèrent alors l'adhésion à l'Union Internationale d'Amsterdam des ouvriers des transports, qui a formé dernièrement le front uni avec l'I.S.R. contre la guerre et le fascisme. Il faut étendre ce front uni à toutes les branches des ouvriers des transports et des gens de mer de tous les pays. Seule une unité semblable dans l'action permettra aux gens de mer de lutter victorieusement contre le patronat. Jusqu'à présent la section des ouvriers des transports de l'I.S.R. a prouvé qu'elle seule défend sérieusement les intérêts des ouvriers des transports. Quoique numériquement moins forte que l'Internationale d'Amsterdam des Ouvriers des Transports, son influence fut pourtant plus grande. Son but consiste dans l'union internationale de tous les gens de mer, car la solidarité internationale garantit le succès tandis que la division prépare la défaite.

George HARDY.

Coups de Faucille

Fédéralisme

Des amis de la Fédération du Vêtement m'ont raconté les faits suivants :

« Il y a quelques semaines, un ancien membre du syndicat parisien de l'habillement nous revenait de Marseille. Là-bas, il avait été secrétaire du syndicat qui, au début de sa gestion, fut assez florissant. Mais à son départ, le syndicat marseillais de l'habillement n'existait pour ainsi dire plus.

« Dès son retour, il vint se faire réinscrire au syndicat parisien en manifestant une grande lassitude et un découragement total. Il déclarait renoncer à toute activité.

« Huit jours après cette conversation, notre Marseillais, poussé par ses amis du C.D.S., venait poser sa candidature au Secrétariat fédéral du Vêtement. La veille du Conseil National fédéral, sa candidature fut soumise à une assemblée générale du Syndicat qui lui refusa sa ratification. Le lendemain, au Conseil National, cela n'empêchait pas le bouillant Marseillais de la poser tout de même et il se trouva là 4 délégués sur 7 pour le désigner, au mépris de la loi syndicale, au secrétariat fédéral.

« Cela se passait dans l'une des salles de la Grange-aux-Belles. A la sortie, les as du C.D.S., qui ont toujours du fédéralisme plein la... bouche, félicitèrent l'élus : « Tu les as eus ! » lui disait l'un. Et notre Marseillais de se rengorger sous l'éloge.

« Quelques jours après, l'organe des résistants chantait victoire, et à la veille du C.C.N., dans le *Libertaire*, on convoquait les fédéralistes du Vêtement à une réunion préparatoire.

« Las ! La victoire du fédéralisme à la bouillabaisse n'aura pas de grand lendemain. A huit jours de distance, la C.E. du Vêtement s'est prononcée à la presque unanimité pour la résolution Sémard. Le P.C. n'a cependant pas encore constitué son noyau dans le Vêtement.

« Battu à plate couture (la couture est dans le Vêtement), le bouillant Marseillais a dû démissionner.

« Parions que le journal de Frossard négligera de reparler de sa victoire à la Pyrrhus dans le Vêtement et des exploits super-fédéralistes de ses partisans. »



Autres manifestations fédéralistes.

On est pur jus ou on ne l'est pas. Au C.D.S. et au Bâtiment, chacun sait que tout le monde l'est. « Les ordres doivent venir d'en bas, na ! »

Aussi, autour de la salle où siégeait le C.C.N., étaient-ils deux ou trois douzaines de fédéralistes, sans mandat mais armés de bons gourdins, prêts à « sonner » les « domestiques » de Moscou délégués, eux, régulièrement par des cotisants qui ont du syndicalisme une autre opinion que certains gars du Bâtiment.

Si un orateur de la majorité se permettait d'exprimer une idée contraire au fédéralisme intégral, mais conforme au mandat donné par ses commettants, fédéralistes et anarcho-syndicalistes, sans mandat, envahissaient la salle en sautant par les fenêtres et menaçaient de « corriger » tout le monde. Et l'un des leurs déclarait à la tribune, au nom des adversaires de la dictature du prolétariat : « Nous allons vous faire connaître la dictature de la matraque ! » C'est à se demander si ces gens-là, qui crient au syndicalisme en danger, ont la moindre notion d'organisation.

On est bien obligé de reconnaître que, s'il est représenté par eux, le syndicalisme est vraiment bien malade.

Après la guerre, nous avons vu naître une caricature d'anarchisme. C'est une caricature de syndicalisme que nous montrent, aujourd'hui, le C.D.S. et certains gars du Bâtiment.

Le Gérant : VANDEPUTTE.

**TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS**

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, Imprimeur.

UNE BROCHURE SENSATIONNELLE

Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge — N° 6

EDO FIMMEN

Secrétaire de la Fédération Syndicale Internationale
Secrétaire de la Fédération Internationale des Transports

VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL

Article "Janvier terrible" (1^{er} février) — Discours en Allemagne
(8 février) — Discours en Tchéco-Slovaquie (15 Mai)
Article "Ce qui seul est nécessaire" (15 juin)

Introduction de Pierre MONATTE

Une forte brochure..... 0 fr. 50 Le cent..... 40 francs

Adresser dès maintenant les commandes à la « Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes, Paris (X^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes », 144, rue Pelleport, Paris (XX^e).